

# TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

• Les saboteurs de la Paix

EN PAGE 2

• Réponse à "France Nouvelle"

EN PAGE 3

• L'Afrique Orientale à l'ordre du jour

EN PAGE CENTRALE

• L'actualité sociale

EN PAGE 8

# et la négociation ?

**A** la suite de la décision prise par le G.P.R.A. après le discours malheureux de M. Joxe, l'intérêt de la conférence de presse donnée par le général de Gaulle s'était trouvé déplacé. On se demandait surtout, depuis le renvoi des négociations d'Evian, si le président de la République apporterait quelques éléments nouveaux de nature à dissiper le malentendu et à faciliter la reprise des pourparlers.

Il serait difficile de prétendre que cette attente a été satisfaite.

Un journaliste avait posé une question précise : « Quelle signification attribuez-vous au M.N.A. ? ». Le général de Gaulle, dans son long développement n'a donné aucune réponse. Il n'a même pas eu recours à une de ces formules ambiguës qu'il a manifestement plaisir à manier.

Inversement, alors que personne n'avait encore évoqué Ben Bella et ses compagnons, il en a spontanément parlé, feignant de croire qu'on lui avait demandé de le faire. Il a déclaré que si les conversations s'ouvraient de façon effective, le régime auquel ils sont soumis serait transformé et deviendrait « considérablement plus libéral ». Quant à leur libération, elle ne serait envisagée qu'après un cessez-le-feu. Il n'est donc pas question, selon toute apparence, qu'une décision soit prise avant l'ouverture des négociations.

Ainsi, sur ces deux points souvent évoqués depuis la dernière rupture, les réponses ne paraissent pas de nature à faire évoluer favorablement et rapidement la situation.

Fidèle à ses habitudes, le général de Gaulle s'est donné l'air de prendre le problème algérien de très haut et de traiter ses données de fond plutôt que de parler de ses aspects actuels. Il a même voulu s'attribuer le mérite d'avoir été en quelque sorte un précurseur de la décolonisation. Peu s'en faut qu'il ne se soit attribué la paternité du Statut de 1947.

Cette même année, cependant, le 12 octobre, il prononçait à Alger un discours dont il vaut la peine d'extraire aujourd'hui quelques phrases :

« L'autorité de la France doit s'affirmer ici aussi nettement et aussi fortement que sur toute autre terre française... Toute politique qui, sous le prétexte fallacieux d'une évolution à rebours, aurait pour effet de réduire ici les droits et les devoirs de la France, — ou bien de décourager les habitants d'origine métropolitaine qui furent et qui demeurent le ferment de l'Algérie, — ou bien de donner à croire aux Français musulmans qu'il pourrait leur être loisible de séparer leur sort de celui de la France, ne ferait, en vérité, qu'ouvrir la porte à la décadence... Votre avenir d'hommes fiers et libres et celui de vos enfants, vous ne pouvez le trouver qu'avec la France et dans la France. »

Soit, dira-t-on, le général de Gaulle a beaucoup changé depuis. Aujourd'hui, il condamne l'intégration et, comme il l'a dit, réprime les complots qui tendaient à l'imposer. Seuls, M. Soustelle et les Ultras peuvent s'attrister de ces changements.

Sans doute ! Mais il s'en faut que les leçons tirées par le général de

Gaulle de l'évolution des événements, de la force de la rébellion — qu'il a reconnue — de « l'influence qu'exerce et de l'audience que trouve » le G.P.R.A. soient toutes de nature à faciliter la négociation.

**C**ONSTATANT qu'aujourd'hui l'Algérie, comme toutes les colonies, « nous coûte plus cher qu'elle nous rapporte », il a complaisamment développé, comme il ne l'avait encore jamais fait, tous les thèmes démagogiques du « cartiérisme », c'est-à-dire le refus total de coopération et d'assistance pour le cas où le peuple algérien choisirait l'indépendance. Nul ne disconvient qu'un jeune Etat algérien — comme tous les Etats récemment émancipés — n'ait besoin d'assistance. Mais c'est une chose de négocier les formes de celle-ci sur un pied d'égalité et avec un esprit de

par

Robert VERDIER

générosité, d'ailleurs conforme à l'esprit français réel, et c'en est une autre, — singulièrement différente — de prétendre dicter par avance, sur un ton hautain et paternaliste, ce que doit être cette coopération.

Si l'on ajoute que le général de Gaulle a parlé également de la revendication de « bases et de facilités militaires pour notre défense », qu'il a fait une allusion très claire à un éventuel partage (« naturellement, nous tiendrons compte de la volonté d'appartenir à la France qu'exprimeraient très probablement certaines populations dont, d'ailleurs, l'emplacement géographique est à peu près connu »), on est en droit de dire que les déclarations du 11 avril risquent de susciter de nouvelles difficultés et de nouveaux malentendus. Se déclarant toujours prêt à négocier, de Gaulle, dans le même instant, pose publiquement ses conditions comme s'il entendait rétrécir par avance la marge de négociation.

Nous constatons, une fois encore, — et à regret, cela va de soi — que les appréhensions que nous avons toujours manifestées, parfois même au risque d'être incompris, sur les intentions réelles du général de Gaulle demeurent justifiées.

Mais, en même temps, son évolution, sa manière de céder aux circonstances et à la pression des événements, tout en louvoyant et en masquant ses retraites par des déclarations hautaines, nous invitent à redoubler d'efforts pour que l'opinion française, par ses manifestations, aide à faire tomber les obstacles encore dressés sur la voie qui conduit à la négociation et à la paix.



# flashes-actualité

## FRANCE

● Les activistes ont déposé une charge de plastic à quelques mètres de l'immeuble de la Sûreté Nationale, rue des Saussaies à Paris. Souhaitons que l'explosion qui a suivi ait pour effet de réveiller nos policiers de leur sommeil léthargique. S'ils persistent dans les opérations spectaculaires et vaines semblables à celle de la semaine dernière, à défaut d'être tués par un attentat, ils risquent de l'être par le ridicule.

● Arrestation à Toulouse de Thomas Alonzo étudiant originaire d'Algérie, qui a volontairement renversé et blessé un Algérien avec sa voiture parce qu'« on » lui avait dit que cet Algérien avait insulté la France. Parions qu'on trouvera à Toulouse, comme à Marseille lors du procès des assassins du manœuvre tunisien, un avocat pour expliquer cet acte odieux par un patriotisme un peu trop ardent !

● Au mois de février 1961, la France a produit 96.000 véhicules automobiles, soit 20 % de moins qu'au mois de février 1960. Pour les mêmes mois, les exportations ont diminué de 40 %. Telles sont les premières répercussions en France d'une crise de l'automobile qui s'annonce dans le monde entier.

## CUBA

Alerte à Cuba ! La menace d'invasion se fait de plus en plus précise, et certaines informations l'annoncent pour la quinzaine qui s'ouvre. Tandis que des commandos contre-révolutionnaires débarquent chaque semaine dans l'île, des milliers d'émigrés, armés par les Américains, s'entraînent dans des camps situés en Floride et au Guatemala. D'autre part un « gouvernement provisoire » s'est constitué à Miami sous la présidence du docteur José Miro Cardena. Le plan américain consisterait alors à créer une tête de pont contre-révolutionnaire dans une partie quelconque de l'île, à y installer le Gouvernement Provisoire qui serait aussitôt reconnu et ouvertement appuyé.

Or Cuba ne peut compter que sur elle-même pour sa défense. L'U.R.S.S., engagée dans sa politique de coexistence pacifique, se bornera à des protestations diplomatiques véhémentes mais inefficaces. Les gouvernements d'Amérique Latine, inquiets de la tournure radicale que prend la Révolution cubaine, alléchés par les offres américaines d'assistance économique, resteront pour la plupart inactifs. Les masses d'Amérique Latine, inorganisées et privées de toute direction révolutionnaire énergique ne dépassent sans doute pas le stade des violences désordonnées. Seul un grand mouvement de l'opinion démocratique internationale pourrait alors faire réfléchir et reculer les Américains. Que les mouvements socialistes de toutes les parties du monde prennent conscience de leur responsabilité : dans les jours qui viennent, le sort de la Révolution Cubaine peut dépendre de leur vigilance et de leur résolution.

## CONGO

Violents combats entre casques bleus éthiopiens et mercenaires katangais aux abords du nœud ferroviaire de Kabalo (Nord Katanga). Les soldats de l'O.N.U. ont capturé 28 militaires belges et Sud Africains à la solde de Tschombé. Au Kasai, l'ineffable Kalondji, homme de paille du Trust Forminière des diamants industriels, s'est proclamé Roi sous le nom d'Albert 1<sup>er</sup>. Mélangeant ainsi le tragique et le comique l'imbroglio congolais se poursuit, et la principale victime n'est autre en définitive que le peuple congolais. M. Gizenga a, pour sa part renoncé, à la rencontre qu'il avait d'abord acceptée avec MM. Bolikango et Adoula, membres du gouvernement de Leopoldville. On voit mal en effet ce que l'héritier de Lumumba aurait retiré d'une rencontre avec deux complices notoires des assassins.

## UNE LETTRE DE L'UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS

On se rappelle que notre camarade Edouard Depreux a donné lecture au Congrès de Clichy d'un message adressé par l'Union Générale des Travailleurs Algériens et de la réponse faite à ce message.

Notre camarade Elie Cohen-Hadria avait été chargé de remettre cette réponse à son retour à Tunis. A la suite de cette démarche, E. Depreux a reçu la lettre suivante :

TUNIS, le 5 avril 1961

Cher Camarade,

**N**OUS avons eu le grand plaisir d'accueillir fraternellement dans nos bureaux le camarade Dr Elie Cohen-Hadria, qui nous a entretenu longuement sur votre magnifique Congrès de Clichy.

## ISRAËL

Le procès d'Adolf Eichmann s'est ouvert à Jérusalem. L'importance essentielle de ce procès tient moins au sort personnel d'Eichmann — le destin final de ce monstre nous importe peu et aucun châtement n'est à la mesure des crimes qu'il a commis — qu'à la nécessité de rappeler à chacun, et en particulier à tous les jeunes du monde, ce dont sont capables les systèmes fascistes et les théories racistes. Car il est vain d'incriminer on ne sait quel atavisme du peuple allemand. Quand nous saurons ce qu'a été réellement la guerre d'Algérie, nous serons contraints à plus de modestie... Que la fin d'Eichmann serve à faire réfléchir tous ceux que tentent les doctrines du nationalisme totalitaire et raciale en France comme ailleurs. A Jérusalem, c'est en vérité le fascisme toujours renaissant qui est au banc des accusés.

## SUD-VIETNAM

Ayant empêché par la violence toute opposition un peu sérieuse de s'exprimer, M. Ngo Dinh Diem a été réélu avec 88,5 % des voix. Ce magnifique résultat ne trompe personne : l'autorité du gouvernement de Saïgon ne s'étend pas au-delà de quelques grands centres urbains. La veille de l'élection, les échos d'une violente bataille dans la plaine des Jones retentissaient à Saïgon. Le terrorisme de M. Diem, éliminant tous les adversaires non communistes du régime, laisse le champ libre à la résistance armée des maquis Vietminh dont l'influence s'étend chaque jour. Dans ces conditions on comprend mal les félicitations chaleureuses que le Département d'Etat a adressées à M. Diem. Là encore, le soutien accordé par les U.S.A. à des régimes de dictature dont la seule « vertu », si l'on peut dire, est d'être anti-communiste, expose l'administration américaine à des révéls brutaux. En voie de s'éteindre au Laos, l'incendie pourrait bien se rallumer prochainement au Sud Vietnam.

## INDE

M. Souslov assiste au Congrès du P.C. Indien. Le P.C. indien est divisé entre deux courants : le courant modéré est pro-soviétique, il approuve la politique de coexistence pacifique et par conséquent il soutient le gouvernement démocratique bourgeois de M. Nehru, avec lequel l'U.R.S.S. entretient actuellement d'excellentes relations. Le courant dur est pro-chinois et condamne à la fois M. Nehru et la politique de détente dans la mesure où elle aboutit à paralyser l'action socialiste pour la transformation des structures économiques des pays du tiers-monde. Le Gouvernement Indien, qui avait donné sans aucune difficulté un visa à M. Souslov, a jusqu'à présent refusé ce visa aux envoyés du P.C. Chinois. M. Nehru sait reconnaître ses vrais amis.

## BELGIQUE

A travers bien des difficultés, c'est vers la formation d'un ministère de coalition Socialiste-Catholique que s'achemine le Premier ministre désigné, M. Theo Lefevre. Il reste à trouver des compromis élégants sur quelques problèmes délicats : l'amnistie aux grévistes sanctionnés, notamment. Mais l'espoir est faible que le futur Gouvernement, dont M. Spaak constituera l'aile gauche, mette en œuvre les profondes réformes de structure pour lesquelles les grévistes de janvier avaient lutté.

En Belgique, comme ailleurs, les travailleurs ne doivent miser que sur eux-mêmes...

Émanuel TERRAY

# Les saboteurs de la Paix

**D**EPUIS l'écrasant échec subi par l'extrême-droite au referendum du 8 janvier, l'opinion publique n'avait plus guère prêté attention aux élucubrations et agissements des partisans de la guerre à outrance. Mais aujourd'hui les paladins de l'Algérie Française se rappellent brutalement à notre souvenir, à l'aide des seuls arguments dont ils aient jamais été capables : la menace anonyme et la violence nocturne. Battus en Algérie par le courage des manifestants musulmans du 11 décembre, battus en France par la volonté pacifique de l'immense majorité de notre peuple, les activistes se savent impuissants à défendre, dans une discussion démocratique, avec des raisons politiques, une thèse dont chacun désormais reconnaît l'absurdité et qui, dans le passé, n'a tiré sa force que du chauvinisme le plus aveugle et le plus irrationnel. Ils se replient alors sur le seul terrain où ils se sentent vraiment à l'aise : celui des complots et celui des attentats.

L'assassinat de Camille Blanc, maire d'Evian, n'est en effet que le dernier crime d'une série sanglante qui s'ouvre en juillet 1956 avec la bombe de la Rue de Thèbes qui fit quinze morts musulmans à Alger, qui se poursuit avec le meurtre au bazooka du Commandant Rodier, avec le complot du Général Faure, avec celui du 13 mai, avec celui du 24 janvier et le massacre des gendarmes mobiles au Forum, avec l'assassinat de M<sup>o</sup> Ould Aoudia, de M<sup>o</sup> Popié, de M<sup>o</sup> Thuveny et de tant d'autres, Algériens ou Français, dont la seule faute fut de vouloir que règnent en Algérie la paix, la justice et la liberté. Une presse complaisante voudrait nous montrer dans les récents attentats ultras la réaction désespérée de « patriotes » égarés par la crainte de l'abandon : c'est dissimuler que le « contre-terrorisme » est une institution déjà ancienne, créée à une époque où il n'était pas question de braderie. Ce ne sera pas le moindre des bienfaits que nous aura apporté la guerre d'Algérie, que cette introduction, en France, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, sous couvert de patriotisme, de l'assassinat comme méthode normale d'action politique, introduction opérée précisément par ceux qui nous pressaient hypocritement de condamner, au nom de la civilisation occidentale, les moyens utilisés par le F.L.N.

Et on voit mal pourquoi les tueurs fascistes s'arrêteraient dans leur œuvre de guerre civile. Parmi les auteurs des meurtres et des conjurations provoqués par la guerre d'Algérie, il en est beaucoup d'inconnus, qui doivent leur liberté à la carence policière, il en est d'autres en Espagne, il en est qui ont été acquittés par la complaisance des tribunaux du régime. Quelques comparses achèvent de purger en prison des peines de principe : aucun n'a subi le juste châtement que tout régime sain, toute justice équitable, infligerait à de pareils actes. Parmi les comploteurs, certains même — n'est-ce pas, M. Debré ? — ont connu de brillantes promotions. Tandis que Fernand Yveton fut supplicié pour avoir causé quelques dégâts matériels à l'usine à gaz d'Alger, l'attentat ultra, quand par miracle ses vrais auteurs sont découverts, n'est sanctionné que par des condamnations symboliques. Il est jugé excusable, sinon normal par les responsables de l'ordre : ainsi M. Papon, préfet de police, fait le philosophe après l'explosion de la Bourse (trente blessés) : « En ce siècle, je ne m'étonne de rien », déclare-t-il à la presse éberluée. Devant l'impunité de fait que le pouvoir persiste à leur assurer, pourquoi les plastiqueurs cesseraient-ils leurs jeux mortels ?

Certes, nous comprenons qu'un régime né d'une conjuration hésite à sévir contre ceux des conjurés qui sont restés fidèles à leur ancien état : la reconnaissance filiale est un sentiment fort honorable. Si le Gouvernement se décidait à lutter effectivement contre les poseurs de bombes, des dossiers bien compromettants pourraient être ouverts : ainsi on parlerait sans doute de l'affaire du bazooka. Qu'importe ? Le vrai courage pour un homme d'Etat, c'est d'avouer les fautes commises, c'est de renier son passé lorsqu'on a trempé dans de vilaines histoires, c'est d'abandonner les mauvaises fréquentations qu'on a pu avoir, de se retourner contre elles au besoin. Cette

rupture avec le passé, nous donnons acte à M. Debré qu'il l'a déjà poussée fort loin, mais s'il l'accomplissait totalement, s'il savait oublier même les vieilles camaraderies et les vieilles complicités, il mériterait plus facilement à bien la tâche d'assainissement de la vie politique française qui est un de ses plus urgents devoirs de l'heure.

Cette entreprise d'épuration ne saurait être limitée aux plastiqueurs effectifs. Ceux-ci ne sont sans doute, dans bien des cas, que des têtes brûlées capables seulement d'exécuter des ordres ou d'obéir à des excitations venues d'ailleurs. Pendant sept ans, toute une presse d'extrême-droite a hurlé à la mort contre les partisans de la négociation. Toute une meute d'hommes politiques a déversé des flots de calomnies et d'insultes contre les avocats de la paix. Aujourd'hui encore, ces empoisonneurs plastronnent devant des auditoires de fanatiques, peu nombreux sans doute, mais prêts aux gestes les plus fous dès lors qu'on fait vibrer en eux la corde chauvine. Sans doute beaucoup d'entre eux songent déjà à fuir leurs responsabilités, et l'on entend le chœur larmoyant de l'innocence outragée : « Nous n'avons pas voulu cela. » De même Maurras récusait Raoul Vilain, l'assassin de Jaurès, après avoir pendant des mois multiplié les appels au meurtre dans les colonnes de L'Action Française. Mais nous ne permettrons pas de semblables dérobades ; nous ne faisons guère de différence entre ceux qui par leurs paroles et leurs écrits ont directement provoqué ces crimes, et ceux qui les ont matériellement commis. Aux uns comme aux autres, aux uns plus qu'aux autres, il faut dès aujourd'hui demander des comptes.

Dès aujourd'hui, parce qu'il ne s'agit pas seulement d'une tâche de salubrité publique. Il serait faux et dangereux de séparer la lutte pour la négociation et la protestation contre l'indulgence dont le régime fait preuve à l'égard des menées fascistes, de mettre l'accent sur la première en croyant pouvoir ajourner la seconde jusqu'à la conclusion de la paix : en fait ces deux actions sont indissolublement liées. Comme l'a très bien dit Pierre Mendès France au cours de sa conférence de presse, toute négociation — pourvu que les interlocuteurs en présence la prennent au sérieux — exige un climat de confiance réciproque. Or comment nos partenaires pourraient-ils faire confiance au Gouvernement Français alors que ce gouvernement laisse pratiquement le champ libre aux saboteurs du dialogue et de la paix ? Pour démontrer sa volonté d'en finir avec la tuerie algérienne, le régime n'a pas de meilleur moyen que de mettre enfin hors d'état de nuire les attardés de la guerre coloniale ; et nous, pour avancer la fin de cette guerre, nous n'avons pas de meilleur moyen que d'imposer au gouvernement l'épuration rigoureuse du marécage ultra.

Car, en vérité, c'est sans aucune illusion que nous faisons appel à la violence officielle ; elle ne sera pas spontanée, elle se bornera aux opérations de police spectaculaires montées pour amuser la galerie. Pour contraindre le pouvoir aux mesures nécessaires comme pour l'amener à ouvrir sans réticences ni arrière-pensées la négociation, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. A nous de prendre conscience de nos responsabilités et d'organiser dans les jours qui viennent la riposte populaire seule capable à la fois d'imposer la paix et de réduire les plastiqueurs au silence.

## Bulletin d'Abonnement

NOM .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
.....  
.....  
déclare souscrire un abonnement de :  
Soutien ..... 30 NF  
Un an ..... 19 NF  
6 mois ..... 10 NF  
3 mois ..... 5 NF  
54, boulevard Garibaldi - PARIS (15e)  
C.C.P. 5.826-65



## Les minoritaires de la S.F.I.O.

LA S.F.I.O. tiendra son Congrès dans quelques semaines. En vue des prochains débats et pour les discussions qui vont s'ouvrir dans les sections et les fédérations, un texte de motion a été préparé par les représentants de la minorité du précédent congrès, — minorité constituée essentiellement de ceux qui, sans quitter le parti, ont depuis mai 1958 marqué leur opposition au régime gaulliste et leur désapprobation du ralliement de Mollet à de Gaulle et à la Constitution de la V<sup>e</sup> République. On trouve notamment parmi les signataires Albert Gazier, Christian Pineau et le secrétaire de la fédération de la Seine, Fuzier.

C'est d'ailleurs par un procès du régime actuel et de l'attitude de la majorité S.F.I.O. que commence ce texte :

*« Le parti n'a pas décroché du chef de l'Etat et de son régime. C'est ainsi, par exemple, qu'avant le référendum du 8 janvier, le Congrès aurait dû, quelle qu'ait été sa position sur le vote à émettre, protester contre la manière inadmissible pour des démocrates dont la question avait été formulée... Si nous persistons dans certaines de nos méthodes, si nous continuons à susciter l'indifférence, voire la méfiance des nouvelles générations, si le recrutement des jeunes se tarit, les chances du socialisme et l'existence même de notre parti seront gravement compromises et nous en serons responsables ».*

La motion constate ensuite :

*« En fait, il n'y a plus d'institutions... Nous vivons sous un régime de pouvoir personnel... et elle pose le problème né de cette situation :*

*« En tout état de cause, la Constitution actuelle ne durera pas plus longtemps que le règne du général de Gaulle ».*

L'intérêt de ce texte ne se limite pas, à cette attitude d'opposition. Sur plus d'un point, on y trouve des éléments qui méritent d'être pris en considération pour la définition d'une attitude commune à tous les opposants du régime.

C'est ainsi que sur la politique internationale, on peut relever les affirmations suivantes :

*« ...Comme toute institution humaine, le bolchevisme évoluera nécessairement. Nous devons agir pour que cette révolution s'effectue vers moins de totalitarisme et sans guerre. Toute attitude aggravant la cristallisation des blocs freinerait cette évolution... Il convient de reconnaître le gouvernement de la Chine et de la faire entrer à l'O.N.U. L'alliance atlantique soit s'orienter vers des négociations sur tous les problèmes, notamment sur le désarmement de Berlin, à condition que les concessions soient toujours réciproques et que soit pleinement respecté le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».*

Sur l'Algérie, la résolution confirme les positions antérieures de la minorité en faveur de la négociation sans préalables.

On notera enfin, en ce qui concerne la politique intérieure qu'après l'exposé d'un certain nombre de revendications, la résolution affirme :

*« Le parti ne perdra jamais de vue que le but principal de sa politique est la disparition de la propriété privée des moyens de production et d'échange, la suppression des classes, la socialisation de l'économie, la démocratie économique et sociale ».*

Enfin, après avoir dénoncé les divisions :

*« Il importe en premier lieu que tous les socialistes se rassemblent dans le même parti où chacun se sentira à son aise, sous réserve d'observer la discipline commune ».*

Quel accueil sera réservé à cette motion ? La minorité aura-t-elle, d'un congrès à l'autre, réussi à progresser ? Il est naturellement impossible de faire actuellement le moindre pronostic.

Cependant, il est intéressant de souligner que cette minorité ne se borne pas à marquer son désaccord sur les rapports avec le régime gaulliste et sur la politique algérienne de celui-ci, approuvée par Mollet : elle s'efforce de définir, en termes encore vagues certes, un programme d'ensemble qui, s'il était adopté, marquerait un inflexionnement de la politique jusqu'ici suivie par la S.F.I.O.

## Pour la loyauté dans le dialogue nécessaire

DANS le numéro du 5 avril de l'hebdomadaire du P.C.F., Gaston Plissonnier commente notre premier Congrès.

Nous nous sommes félicités, nous sommes encore prêts à nous féliciter, de toutes critiques constructives venant de nos camarades du P.C.; nous souhaitons un dialogue permanent, animé mais fraternel, nous y voyons une des conditions de l'unité d'action, de l'unité socialiste et nous restons résolus pour notre part à agir dans ce sens.

Nous regretterons d'autant plus de trouver dans France-Nouvelle une suite de contre-vérités, d'omissions trop importantes pour n'être pas volontaires, qui donnent de notre Congrès une image complètement fautive.

Image qui, par contre, correspond trait pour trait à l'analyse de notre Parti telle qu'elle était apparue voilà déjà un an dans les textes que nous avaient consacrés les dirigeants du P.C.

Avant notre Congrès, les articles de la presse communiste, de France Nouvelle en particulier, procédèrent très simplement, par assimilation de la politique de la majorité à celle qui était défendue par les camarades Heranu, Suffert, etc...

Naïfs, nous pensions que le fait que 84 % des mandats aient approuvé une orientation autre obligerait nos camarades du P.C. à reconsidérer leurs affirmations. Ce faisant, nous avions oublié que, dans une certaine pratique politique, il est plus facile de faire violence aux faits et à la vérité que de « réviser » des analyses hâtives et fausses, mais estampillées du cachet de l'infailibilité.

Citons quelques-unes des affirmations les plus évidemment « tendancieuses » de Gaston Plissonnier :

*« En dépit de certaines phrases gauchistes (la tendance majoritaire) a du P.S.U. une conception social-démocrate... » et pour le démontrer : « Le P.S.U. n'hésite pas à présenter les nationalisations comme des mesures de caractère socialiste... Plus loin : « Il faut dire que, selon certains dirigeants de ce parti, le gouvernement Blum et ceux qui ont suivi immédiatement la Libération n'étaient pas loin de ce qu'ils appellent la République socialiste... ».*

Si les thèses du P.C. veulent faire du P.S.U. une aile gauche de la bourgeoisie, la Résolution de notre Congrès est toute entière axée vers la définition des mesures de transition et des moyens capables d'amener un changement révolutionnaire de la société, en particulier pour : « éviter des échecs semblables à ceux du Front Populaire et de la Libération » (1).

C'est dans le cadre de ces mesures de transition que nous évoquons en effet : « la nationalisation et la gestion démocratique des pôles de domination économique » et « la démocratisation de toutes les nationalisations, ce qui exige l'instauration du contrôle ouvrier ». (1). Nous précisons de plus que ces mesures de transition non seulement ne présentent pas en elles-mêmes de caractère socialiste, mais mieux qu'elles « ne suffiront pas à assurer l'évolution irréversible vers la société socialiste » (1).

Le socialisme suppose, notre Charte l'affirmait déjà, la Résolution de notre Congrès le précise, d'autres conquêtes et d'autres méthodes. Le « Front socialiste » que nous proposons, et que Plissonnier « oublie » dans son « analyse » veut justement faire intervenir directement les organisations de classe des producteurs non seulement dans la lutte contre le régime et pour un changement de « majorité parlementaire », mais dans la transformation révolutionnaire politique et économique de la société et dans la construction et la défense de la société socialiste.

Dans le même souci de nous présenter à la remorque des positions réformistes, Gaston Plissonnier écrit en regrettant l'insuffisance de notre Résolution sur les problèmes internationaux : « On ne peut faire le reproche à ces dirigeants de sous-estimer l'importance de ces questions, mais il apparaît que tout comme Mendès-France et la S.F.I.O., ils sont partisans de la politique européenne. Ce silence peut laisser penser qu'ils acceptent le réarmement de l'Allemagne revancharde et l'instauration de ses bases militaires en France ».

Gaston Plissonnier « oublie » de préciser qu'un Conseil national de notre Parti doit prochainement débattre de

ces problèmes ; la discussion et l'information n'ayant pas été encore suffisantes pour nous permettre de décider démocratiquement.

Nous regrettons nous-mêmes que le temps ait manqué à notre jeune Parti, pris par les nécessités de sa construction et de la lutte contre la guerre d'Algérie, pour élaborer sa position sur des problèmes aussi importants qui conditionneront en partie son action politique.

### Réponse à "France-Nouvelle"

Cela ne semble pas une raison suffisante pour que l'on nous prête encore une fois des idées qu'exige le dogme officiel de la direction du P.C.

Rassurons Plissonnier. Il doit savoir, comme tous les observateurs objectifs de notre Parti, que si le P.S.U. refuse de s'engager dans une politique inconditionnellement calquée sur l'évolution de la diplomatie soviétique, il s'écartera encore plus de toute subordination à tout impérialisme, qu'il soit « américain » ou « français ».

Mais Gaston Plissonnier s'hésite pas à aller encore plus loin, il nous apprend que « si dans les dernières périodes, le parti de Guy Mollet et le P.S.U. se sont retrouvés ensemble à la Mutualité, le 27 octobre 1960, il faut bien remarquer que c'est à partir du mot d'ordre de la « table ronde »... Une telle affirmation, si évidemment mensongère, présente sans doute quelque utilité dans la lutte intérieure que mène la direction du P.C.F. contre certains opposants coupables, entre autres, d'avoir eu du 27 octobre une opinion différente. Toute notre action, toutes nos déclarations contredisent cette interprétation, et je doute que Gaston Plissonnier ait réfléchi à ce qu'en penseraient les milliers de manifestants, de jeunes (communistes y compris) qui ont, ce jour, pour la première fois depuis des années, tenu contre les charges policières le pavé de Paris aux cris de « Paix et indépendance de l'Algérie », « Négociations avec le G.P.R.A. », « Libération des emprisonnés ».

Nous regrettons que de tels « procédés » d'analyse nous condamnent à des polémiques inutiles. Il serait au contraire nécessaire de confronter notre perspective du « Front socialiste », du pouvoir socialiste devant succéder au régime gaulliste, avec les conceptions de la direction du P.C.F.

Gaston Plissonnier nous affirme que notre perspective : « peut aboutir à détourner de l'action contre le pouvoir gaulliste certains de ceux qui ne sont pas partisans d'instaurer une société socialiste, mais tout simplement favorables à une démocratie bourgeoise » et il nous oppose le projet de résolution du XVI<sup>e</sup> Congrès du P.C. : « une démocratie renouée permettra la réalisation d'une politique conforme aux intérêts des travailleurs des villes et des campagnes, des intellectuels, de toutes les couches non monopolistes, une politique de progrès social, de liberté, de paix ».

Il nous serait facile d'épiloguer sur le caractère vague voire radical-socialiste de cette formulation, mais elle paraît recouvrir une option particulièrement irréaliste, une conception radicalement opportuniste.

Il est faux que le régime gaulliste doit obligatoirement céder la place à une démocratie bourgeoise, type III<sup>e</sup> ou IV<sup>e</sup> République, il n'est certes pas exclu qu'il évolue vers des formes encore plus autoritaires, mais il peut fort bien, au contraire, aller vers un compromis entre le régime parlementaire et une technocratie agissante.

Dans tous les cas, nous affirmons que face à l'offensive de la classe des producteurs, des intellectuels, de tous ceux qui ne sont pas liés au capitalisme (même non monopoliste), la bourgeoisie saura résoudre ses contradictions et retrouver son unité.

Nous pensons qu'un large Front socialiste peut seul grouper la majorité du peuple français, s'emparer des revendications démocratiques, les lier aux revendications économiques des travailleurs, aux réformes de structures et mettre à l'ordre du jour la révolution socialiste.

Cette perspective seule peut mobiliser les masses et ouvrir une alternative au régime gaulliste, nos camarades du P.C.F. paraissent avoir oublié la signification du 13 mai. L'alliance qu'ils nous proposent avec « ceux qui ne sont pas partisans du socialisme », avec « les couches non-monopolistes », (les Indépendants ?, les poujadistes ?) ne mobilisera pas l'opinion socialiste, elle livrera la classe ouvrière à la bourgeoisie, elle ne pourrait, au mieux, qu'aboutir à un tripartisme genre 1945.

Il est légitime d'utiliser les contradictions, même très provisoires, qui surviennent entre les différentes couches capitalistes, mais l'alliance proposée par le P.C. permettrait, comme en 1945, à la bourgeoisie d'utiliser momentanément la classe ouvrière et ses organisations pour mieux les discrediter et les vaincre ensuite.

A cette politique d'abandon, nous opposons notre conception du « Front socialiste », celui-ci ne pourra exister et triompher que si les masses qui suivent le P.C.F., ce parti lui-même, y participent avec toutes les autres organisations syndicales et professionnelles des producteurs ; c'est sur ce point que le débat doit s'engager et sur les garanties démocratiques qu'un tel contrat impose à tous les participants.

Nous espérons que les nécessités de la lutte commune, l'abandon des méthodes illustrées par l'article du camarade Plissonnier favoriseront cette nécessaire confrontation. Il ne fait aucun doute pour nous que l'unité socialiste réalisée signifierait à bref délai la victoire du socialisme. A cette tâche, nous consacrerons tous les efforts de notre jeune Parti, sans que rien puisse nous rebuter.

A notre Congrès, intervenant sur le problème de l'unité socialiste et de nos rapports avec le P.C.F., j'ai demandé que nous soyons non seulement unitaires, mais fraternels pour deux. J'ai précisé que, par-delà l'unité d'action, notre but devait être l'unité organique dans un grand parti révolutionnaire.

Nous voulons convaincre de cette nécessité tous les socialistes, que nos camarades dirigeants du P.C.F. mesurent leurs responsabilités et ne facilitent pas à plaisir la tâche des diviseurs, pour le plus grand et seul profit de la bourgeoisie réactionnaire.

Marcel PÉNIN

(1) Résolution adoptée par le 1<sup>er</sup> Congrès National du P.S.U., 26 mars 1961.

## SOLIDARITÉ

L'appel lancé par la Commission Nationale de Solidarité commence à être entendu. Les premiers fonds recueillis ont déjà permis d'apporter une aide concrète à plusieurs militants et à leur famille.

Pour les emprisonnés, d'autres problèmes doivent être résolus. La prison impose une sorte de temps mort, de rupture avec la vie sociale. Les militants utilisent ces « loisirs forcés » pour étendre leur culture, développer leurs connaissances, améliorer leur capacité de combat. Le livre est aussi pour eux un moyen de détente et de résister au découragement.

Les demandes de livres sont nombreuses : romans, ouvrages scientifiques, politiques, économiques. Ces jours derniers, on nous

a demandé particulièrement : « Droit International Public » de Rousseau, « La Coexistence pacifique » de F. Perroux, la Grammaire française de Larousse, « La Diplomatie américaine » de Kennan, etc...

Les militants du P.S.U., les lecteurs de « T.S. » peuvent-ils nous procurer ces ouvrages ?

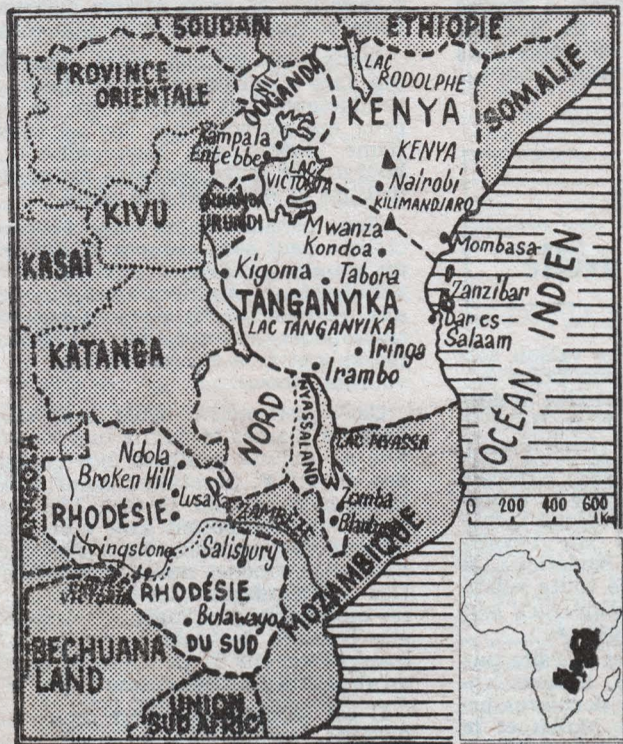
Tous les livres sont les bienvenus (à l'exception des romans policiers, interdits par l'administration).

L'effort financier ne peut pas être ralenti. Adressez les fonds à :

Louis HOUEVILLE, 47, rue Hoche, Montreuil-sous-Bois (Seine). C.O.P. Paris 15-536-77.



## L'Afrique Orientale es



Avec l'Afrique Orientale, l'Angleterre est aux prises avec son dernier problème de décolonisation. Ce ne sera pas le moins difficile : en effet, près de 400.000 colons britanniques sont installés dans les quatre territoires — Ouganda, Kenya, Tanganyika, Fédération des Rhodésies et du Nyassaland — dont l'avenir se décide en ce moment. Bien qu'on ne puisse parler à propos de ces territoires de colonies de peuplement, l'importance de cette population blanche entraîne pour le gouvernement britannique des difficultés analogues à celles que la France rencontre en Algérie. Par ailleurs d'énormes intérêts économiques sont engagés en Rhodésie, et les holdings anglo-américains qui exploitent la « ceinture de cuivre » rhodésienne jouent un rôle essentiel dans l'évolution de ces pays, sans jamais apparaître sur le devant de la scène. Cette page vise à présenter rapidement l'Afrique Orientale, à rappeler son histoire, à situer les interlocuteurs en présence et les enjeux en cause, de façon que l'on puisse suivre ultérieurement l'avenir politique de cette contrée.

Sur un territoire de 3 millions de km<sup>2</sup>, l'Afrique Orientale compte environ 29,6 millions d'habitants, qui se répartissent comme suit :

	Superficie (milliers de km <sup>2</sup> )	Population (millions d'habitants)	Blancs	Asiatiques	Densité (N. d'h. au km <sup>2</sup> )
Ouganda .....	243	5,9	8.000	50.000	24
Kenya .....	583	6,5	60.000	200.000	11
Tanganyika .....	937	9,1	30.000	120.000	10
Nyassaland .....	117	2,8	10.000	—	24
Rhodésie du Nord .....	746	2,4	100.000	—	3
Rhodésie du Sud .....	389	2,9	200.000	—	7

### Du chômage et des trusts

La population blanche est presque entièrement britannique, sauf dans les Rhodésies, où une partie d'entre elle est d'origine boer. Les Asiatiques sont en majorité Hindous. Quant aux Africains, ils ne forment pas un groupe homogène : la diversité ethnique, linguistique, culturelle est très grande, et elle a des conséquences politiques importantes que nous signalerons pour chaque territoire.

Les quatre premiers territoires cités sont principalement agricoles, mais leur agriculture est partagée en deux secteurs : un secteur traditionnel, aux mains des Africains, qui est consacré aux cultures vivrières et qui a conservé des structures foncières et des méthodes de production archaïques (la propriété et l'exploitation ont souvent encore la forme coopérative, à l'échelle du village) ; un secteur moderne, formé des plantations possédées par les colons blancs et travaillées par les ouvriers agricoles africains. Ce secteur occupe les terres les plus fertiles et il est consacré aux cultures d'exportation : coton (région des lacs), café, thé, caoutchouc, sisal. Jusqu'à ces dernières années, le secteur européen moderne s'étendait constamment aux dépens du secteur africain archaïque, refoulé peu à peu sur une superficie de plus en plus faible et de moins en moins fertile. Ce processus, très accentué, en particulier au Kenya, a eu deux résultats : il a provoqué l'insurrection « Mau Mau » dont nous reparlerons, et l'émigration vers les villes de nombreux ruraux que la campagne ne pouvait plus nourrir. Mais ces ruraux n'ont pas trouvé d'emploi dans ces villes, car l'industrialisation est très peu avancée, et seuls les docks, les chemins de fer, le bâtiment et les services peuvent fournir du travail aux Africains : ainsi Nairobi, capitale du Kenya, est entourée d'une agglomération africaine de semi-chômeurs. Les Blancs de ces territoires sont soit colons, soit fonctionnaires ; quant aux Indiens, ils détiennent un quasi-monopole sur le commerce petit et moyen, d'où un antagonisme assez sévère entre les Indiens et une population africaine — urbaine ou rurale — perpétuellement endettée.

Le cas des Rhodésies est différent dans la mesure où à côté des deux secteurs agricoles existe un secteur minier et industriel très important : dans le prolongement des gisements katangais, le sous-sol des Rhodésies renferme de riches minerais de cuivre, d'or, d'amiante, de cobalt et de manganèse dont l'extraction est assurée par 40.000 mineurs africains. Deux groupes contrôlent ces richesses : le « Rhodesian Selection Trust », filiale de l'American Metal de New-York, dont les dividendes annuels sont supérieurs à la totalité des salaires distribués aux mineurs rhodésiens, et l'« Anglo American Trust », dirigé par l'Américain Harry Oppenheimer, qui produit 10 % du cuivre mondial, a un actif de 120 milliards de NF et a fait en 1959 1,35 milliard de NF de bénéfices nets (déduction faite de 1,8 milliard de NF d'impôts). Tels sont donc les géants auxquels s'attaque le nationalisme africain. Ajoutons que les minerais rhodésiens sont de très

haute teneur en métal et d'exploitation aisée, ce qui abaisse leur prix de revient et permet des gains considérables, le cours mondial de ces métaux étant fixé en fonction de leur prix de revient dans des gisements beaucoup moins avantageux.

### Deux pays sans histoires :

#### L'Ouganda et le Tanganyika

EN OUGANDA et au TANGANYIKA, le problème de la décolonisation n'est pas aigu ; cela tient à deux facteurs : le petit nombre des colons blancs — et la multiplicité des tribus africaines (40 en Ouganda, 120 au Tanganyika) : aucun groupe ethnique n'est assez fort pour dominer les autres.

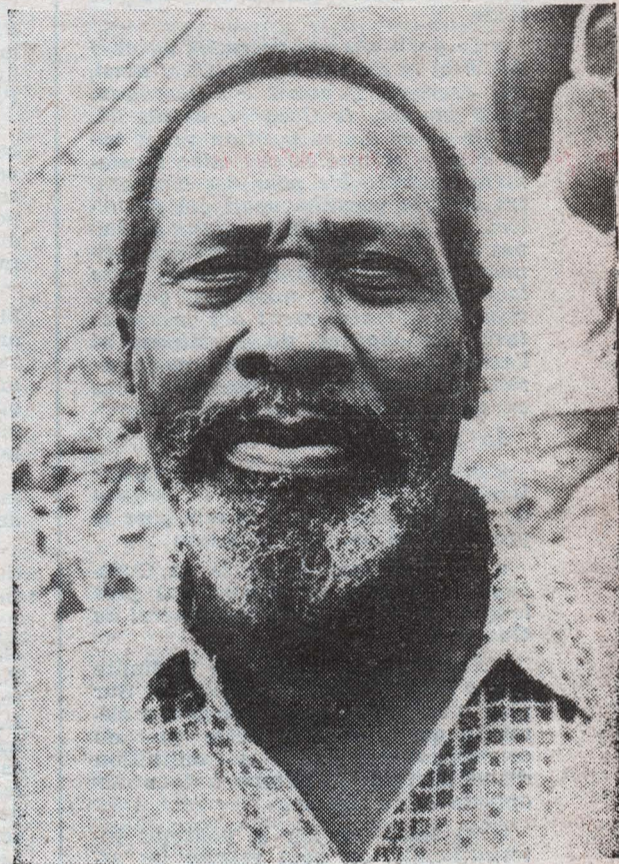
L'OUGANDA est composé de territoires directement gérés par les Britanniques et de royaumes africains ayant statut de protectorat, dont le plus important est le Buganda. Les premières élections générales ont eu lieu le 24 mars 1961 : le Parti Démocratique, présidé par Benedicto Kivanuka, et soutenu par les missions catholiques en raison de sa modération, a vaincu son adversaire de gauche : le Parti du Congrès, dirigé par Joseph Kivanuka et remporté la quasi totalité des sièges réservés aux Africains dans le nouveau Parlement. Une constitution va être élaborée, et l'indépendance suivra. Un seul nuage à l'horizon : le Roi du Buganda s'obstine dans une attitude séparatiste. Il avait ordonné le boycottage des élections, mais nombre de députés et de fonctionnaires de son royaume lui ont désobéi et ont pris une part active à la consultation. Le Roi les menace de révocation, mais il se heurte à l'opposition du gouverneur anglais Frederick Crawford, partisan d'un Etat centralisé. Ces dernières tentatives des féodalités africaines archaïques pour sauver leurs privilèges semblent vouées à l'échec.

Le TANGANYIKA est une ancienne colonie allemande qui passa sous mandat britannique en 1919. En 1955, une commission de l'O.N.U. prescrivit l'octroi de l'autonomie interne : les membres du Conseil Exécutif qui assistaient le gouverneur Richard Turnbull, reçurent rang de ministres en 1957 ; en 1958 et 1960 eurent lieu des élections au suffrage censitaire, chaque liste comprenant un blanc, un Indien, un Africain — ce qui impose aux partis une composition multiraciale. Tel est le cas de la T.A.N.U. (Tanganyika African National Union) qui remporta tous les sièges au scrutin de 1960, battant son concurrent de gauche, le Parti du Congrès National Africain. La T.A.N.U. est en effet un parti modéré. Son chef, l'instituteur catholique Nyerere, a formé en août 1960 un gouvernement formé de 7 Africains, 4 Européens et 1 Asiatique. Une conférence constitutionnelle ouverte le 27 mars 1961 autour de M. Ian Mac Leod, ministre britannique des Colonies, s'est terminée par un accord sur la date de l'indépendance qui se produira en 1961. De nombreuses et solides garanties ayant été accordées aux Européens, aucun heurt ne devrait marquer l'émancipation du Tanganyika ; mais certaines difficultés pourraient résulter du désir manifesté par M. Nyerere de constituer une fédération avec l'Ouganda et le Kenya, dont l'indépendance est plus lointaine.

### Au pied du Mont Kenya, les Gikuyu parqués

Le passé et le présent du Kenya sont beaucoup plus mouvementés. Cela tient d'une part à l'importance du colonat blanc et à son expansion qui a duré de 1903 à 1952 dans des proportions

sans cesse croissantes. D'autre part, quatre grands groupes ethniques africains se partagent le Kenya : dans les savanes du Nord, les Somali et les Masai ; dans la plaine, les Luo, enfin sur le plateau « au pied du Mont Kenya », la puissante tribu Gikuyu, en pleine expansion démographique. Or, c'est précisément cette dernière qui a été la plus atteinte par l'accroissement des terres appartenant aux colons : dans la région qu'elle habite, tandis que 3.000 Blancs possèdent 42.000 km<sup>2</sup> (24 % des terres arables de l'ensemble du Kenya), sur lesquels ils emploient 180.000 manœuvres africains, 1.000.000 de Gikuyu s'entassent dans une « réserve » de 10.000 kilomètres carrés, et aucun texte jusqu'à 1954 ne leur garantissait la propriété des maigres parcelles



JOMO KENYATTA (Keystone.)

« L'insécurité s'étend comme un feu de brousse ; elle ravage la patience des hommes » — (Préface de G. Balandier, « Au pied du Mont Kenya - Ed. Maspéro »).

qui leur étaient concédées. C'est là la véritable origine de l'insurrection qui ensanglanta le Kenya il y a huit ans, beaucoup plus que les résurgences de sorcellerie invoquées par la presse d'Europe.

C'est du peuple Gikuyu qu'est issue une des plus grandes figures de l'Afrique actuelle, Jomo Kenyatta (pseudonyme signifiant « le javelot flamboyant du Kenya »). Né au début de ce siècle, Kenyatta fit de bonnes études et plusieurs voyages à l'étranger, en particulier à Londres, en Europe et en U.R.S.S. Très vite, il se préoccupa du sort de son peuple. Il eut pour souci constant de concilier l'intégration des Africains dans le monde moderne avec la fidélité aux traditions et aux caractères qui font l'originalité de l'Afrique, de s'opposer à la « désafricanisation » qui frappé les Africains dits « évolués », à la désagrégation sociale, culturelle, morale, qui frappa les sociétés africaines lorsque la colonisation les met brutalement au contact du monde moderne, et dont les films « Moi, un Noir » ou « Come Back, Africa » entre autres enseignements, ont montré les tragiques conséquences.

Cet effort, Kenyatta l'a porté d'abord sur le plan de l'éducation en organisant avant la guerre 1939-45 des « Ecoles indépendantes Gikuyu », financées par les seuls Gikuyu, sans aucun appui des colonisateurs, écoles qui dispensaient une instruction moderne, respectueuse de la culture africaine.

### De la patience...

C'est en 1946 que Kenyatta transporta son action sur le plan politique, en créant la K.A.U. (Kenya African Union) Pendant six ans, en même temps qu'il organisait son parti, il s'efforça de convaincre les autorités britanniques d'accroître le rôle des Africains dans la gestion des affaires du territoire et de faire cesser les expropriations dont les Gikuyu étaient victimes au profit des colons blancs. Ce fut en vain, et cet échec est la véritable cause de la révolte : rien ne fut accordé des revendications présentées par Kenyatta ; dès lors il ne put s'opposer à l'insurrection qui couvait depuis longtemps et qui éclata en mai 1952.

### ...à l'insurrection

Tout — trop — a été dit sur la révolte des « Mau-Mau » et sur son caractère de violence mystique. En revanche, la brutalité de la répression est moins connue. De mai 1952 à février 1954, 165.000 personnes furent internées, 79.000 condamnées et maintenues en prison jusqu'à ces dernières années (en été 1959, 11 détenus africains moururent sous la bastonnade au camp de Hola, ce qui provoqua un scandale à Londres). Il y eut — chiffre officiel — 13.000



# A, NYASSALAND :

## t à l'ordre du jour...

morts, dont 500 appartenant aux forces de répression, 1.800 victimes des Mau-Mau, et plus de 11.000 victimes de la répression. Quant à Kenyatta, arrêté en 1952, il fut condamné sur un témoignage dont son auteur devait reconnaître la fausseté cinq ans plus tard, emprisonné puis assigné à résidence à Lodwar, dans le Nord du pays, où il se trouve encore.

Les Britanniques comprirent cependant l'urgence de réformes. Tandis que les spoliations de terres s'arrêtaient, les ministres des Colonies Lyttelton et Mac Leod mirent au point une constitution qui accordait aux Africains la majorité des sièges au Parlement (33 sièges aux Africains, 10 aux Asiatiques, 10 aux Européens) et élargissait le suffrage en l'accordant à 1 million d'Africains sur 3 millions en âge de voter. Cette Constitution élaborée non sans peine au cours de multiples conférences fort agitées entre les représentants de la métropole, ceux des colons et ceux des Africains vient d'entrer en vigueur.

### Les partis en présence

• Les colons sont partagés en deux tendances : les ultras du Parti de la coalition du Kenya, animé par le capitaine Briggs et Sir Frederic Cavendish Bentinck, irréductiblement opposé à toute concession aux Africains et les libéraux du Nouveau Parti du Kenya, dirigé par MM. Blundell et Erskine, qui soutient le libéralisme de Londres et cherche à s'entendre avec les Africains modérés.

• Quant aux Africains, ils sont groupés dans deux partis : le K.A.N.U. (Kenya African National Union), lui-même divisé en deux tendances : la tendance modérée de Tom Mboya, d'origine Luo, jeune syndicaliste de 30 ans qui, à l'appui de la C.I.S.L., et la tendance extrémiste de James Gichuru, Peter Koinange, Oginga Odinga, lieutenants de Kenyatta, qui sont soutenus par les Gikuyu. L'autre parti, le K.A.D.U. (Kenya African Democratic Union) est présidé par M. Ronald Ngala ; il rassemble les groupes ethniques qui craignent la puissance Gikuyu et la volonté centralisatrice des chefs du K.A.N.U. Cette crainte, qui se fonde sur d'anciennes rivalités tribales, justifie seule l'existence de deux partis qui ont des programmes sensiblement identiques : libération de Kenyatta, indépendance nationale, redistribution des terres.

Les élections qui ont eu lieu du 21 au 27 février 1960 ont permis d'évaluer les forces en présence. Sur 33 sièges réservés aux Africains, le K.A.N.U. en a obtenu 17 et le K.A.D.U. 10 ; sur 10 sièges réservés aux Européens, la coalition du Kenya en a obtenu 4 et le Nouveau Parti du Kenya 3. Sur les 10 sièges asiatiques, 4 sont allés au Congrès Indien du Kenya, qui est hésitant sur la manière la plus sûre de préserver les intérêts indiens : faut-il s'allier aux Africains ou aux ultras, aux nationalistes modérés ou aux extrémistes ? Enfin dans chaque collège un certain nombre de sièges ont été enlevés par des indépendants.

### Le seul remède possible :

### la libération de Kenyatta

A l'issue des élections, qui sont les premières de l'histoire du Kenya à donner aux Africains une majorité absolue, les partis nationalistes devaient former un gouvernement qui aurait à négocier avec les Britanniques l'accès du Kenya à l'indépendance.



SIR ROY WELENSKY

Pour un dernier bastion de la domination blanche et de la ségrégation raciale.

Mais ce gouvernement n'est pas encore constitué aujourd'hui ; en effet, dès le lendemain des élections, les nationalistes des deux obédiences ont exigé la libération immédiate de Kenyatta, qui leur a été refusée par le gouverneur Patrick Renison, puis par le ministre Mac Leod, sensibles à l'amertume des colons et à la pression des députés britanniques métropolitains qui appartiennent au lobby colonial. Les deux partis africains ont alors riposté en refusant toute participation au futur gouvernement, qui ne peut pourtant être constitué sans eux. L'impasse est donc totale, et elle dure encore aujourd'hui.

Cette situation est grave dans la mesure où le problème de la libération de Kenyatta est le plus simple de ceux qui se posent au Kenya. Le problème agraire, que le futur gouvernement devra affronter en priorité, sera autrement plus difficile à résoudre, dans la mesure où la confiscation d'une large partie des terres des colons sera un élément inéluctable de cette solution, dans la mesure où les paysans africains qui occuperont les terres récupérées auront un urgent besoin d'encadrement et d'assistance technique. Les leaders africains, fidèles à l'enseignement de Kenyatta, songent à utiliser à cette fin l'antique tradition communautaire des paysans noirs : s'ils s'engageaient dans cette voie, le Kenya pourrait être le théâtre d'une expérience originale de socialisme authentiquement africain. A condition qu'en même temps soient écartées les menaces qui pèsent sur l'unité du Kenya du fait des rivalités tribales. Comme on voit le Kenya, riche de tout un passé de luttes et de recherches originales, risque d'avoir un avenir bien difficile.

### Du Nyassaland aux Rhodésies :

### la montée

### du nationalisme

L'AVENIR de la Fédération Rhodésie-Nyassaland n'est pas moins chargé d'inquiétudes. La région qu'elle occupe comprenait à l'origine trois territoires distincts :

1° La Rhodésie du Sud, riche d'une agriculture prospère et d'abondantes mines de charbon, qui possède la colonie blanche la plus importante. La Rhodésie du Sud a depuis 1924 un gouvernement autonome et un Parlement, seuls les Blancs étant électeurs et éligibles.

2° La Rhodésie du Nord, avec la « ceinture du cuivre », les villes industrielles de Ndola et Brokenhill, et l'implantation des trusts anglais et américains que nous avons cités au début de cet article.

3° Le Nyassaland, pays agricole relativement pauvre, qui est, comme le territoire précédent, un protectorat placé sous l'autorité directe du Colonial Office. C'est en 1953 que ces trois territoires, tout en conservant leur statut propre, furent unis au sein d'une Fédération d'Afrique Centrale. On imagine l'imbroglio juridique qui résulte de cette situation : les deux derniers territoires dépendent à la fois du Colonial Office de Londres et du Gouvernement Fédéral de Salisbury, le premier ayant la charge de l'administration et du maintien de l'ordre, le second de la politique économique et de la défense.

Pourquoi cette Fédération, qui est un monstre juridique ? Le Premier ministre de Rhodésie du Sud, qui était en 1953 Lord Malvern, avait pensé qu'en étendant son contrôle sur les gisements d'or et de cuivre de Rhodésie du Nord, il apporterait à la colonie européenne de Rhodésie du Sud un complément de richesse. La Fédération scellerait l'alliance du charbon et du cuivre et constituerait un ensemble minier et industriel de première importance. Sans doute elle devrait prendre aussi en charge le misérable Nyassaland, mais qu'était cet inconvénient au regard des bénéfices économiques et financiers escomptés ? Ainsi fut formée la Fédération d'Afrique Centrale. Un Parlement de 35 députés, tous blancs, fut élu par les Blancs (17 élus de Rhodésie du Sud, 11 élus de Rhodésie du Nord, 7 élus du Nyassaland). L'adjoint de Lord Malvern, Sir Roy Welensky, ancien boxeur, ancien chauffeur de locomotive, figure très haute en couleur, devint Premier ministre fédéral, tandis que Sir Edgar Whitehead le remplaçait à la tête de la Rhodésie du Sud.

Des Africains, dans cette opération, nul n'avait tenu compte. Privés de tout droit civique, n'ayant obtenu le droit syndical qu'en 1949, victimes d'une ségrégation raciale de fait presque aussi sévère que la ségrégation officielle qui sévit en Afrique du Sud, ils n'avaient aucune possibilité de s'exprimer et ils n'étaient pas encore prêts à conquérir ce droit. C'est sur ce dernier point que les changements les plus importants se sont produits.

Le nationalisme africain s'est d'abord manifesté au Nyassaland, sous l'impulsion du docteur Hastings Banda, chef du Parti Africain du Congrès. Devant le barrage opposé aux revendications africaines, une insurrection éclata en février 1959 et fut très durement réprimée. Banda fut emprisonné en Rhodésie du Sud ; mais cette répression manqua son but : la contagion gagna la Rhodésie du Nord, où deux partis se constituèrent : le Parti Africain du Congrès (modéré), animé par Harry Nkumbula, et le Parti Unifié de l'Indépendance (extrémiste), dirigé par Kenneth Kaunda, qui se mirent d'accord sur un programme minimum. Enfin apparut en Rhodésie du Sud le Parti Démocratique National de Joshua Nkomo. Les exigences de ces groupes étaient simples : droits civiques, égalité raciale, puis ma-

rité africaine au Parlement et au Gouvernement, enfin indépendance. Elles se heurtèrent partout au même refus, et en 1960 des émeutes violentes éclatèrent dans les principales villes de Rhodésie.

Le Colonial Office de Londres a en Rhodésie la même attitude libérale qu'au Kenya ; il est prêt à satisfaire progressivement les revendications africaines dans les deux territoires qu'il administre. Mais Sir Roy Welensky est irréductiblement hostile à cette « faiblesse » : si les Noirs obtenaient la majorité dans les parlements et gouvernements de Rhodésie du Nord et du Nyassaland, ils l'obtiendraient « ipso facto » dans le Gouvernement Fédéral ; ainsi cette bonne affaire qu'était à l'origine la Fédération se retournerait contre ses promoteurs. De plus un très mauvais exemple serait donné aux Africains de Rhodésie du Sud, qui sont jusqu'à



Le Dr HASTINGS BANDA  
Le leader du « Front Uni ».

présent les moins turbulents. Sir Roy est donc partisan du statu quo. Mais ses électeurs — les colons — et lui se battent le dos au mur. Les grandes sociétés minières, inquiètes du sort de leurs installations, sont favorables à une évolution qui amènerait au pouvoir des Africains modérés. Ceux-ci tendent à se raidir rapidement, n'obtenant satisfaction sur aucun point, et la situation est aujourd'hui explosive, après l'échec de la conférence de Londres du mois de janvier, celui de toutes les formules de compromis imaginées par M. Macmillan et la rupture entre les colons et les représentants africains.

### Tôt ou tard, l'indépendance

NOUS avons considérablement résumé les méandres et les détours des négociations triangulaires qui se déroulent depuis deux ans entre Africains, colons blancs et gouvernement britannique. Les nationalistes des trois territoires ont jusqu'à présent maintenu un front uni. Sir Roy se défend pied-à-pied, car la seule issue qui lui est offerte consisterait à saborder la Fédération — en perdant les profits qui proviennent du cuivre de Rhodésie du Nord — et à unir la Rhodésie du Sud et l'Afrique du Sud dans un dernier bastion de la domination blanche et de la ségrégation raciale. Cette solution serait difficile à mettre en œuvre : elle se heurterait à l'opposition résolue du gouvernement de Londres, des grandes sociétés, et, derrière elles, du gouvernement américain, pour lequel cette région constitue une réserve de matières premières indispensables. En tout état de cause cette politique ne serait que le dernier retranchement d'une résistance désespérée.

En effet, et ce sera notre conclusion, il en est de l'Afrique Orientale comme des colonies portugaises et de l'Afrique du Sud : nul ne peut raisonnablement douter que dans quelques années toutes ces terres seront libres. Retarder cette évolution, ou chercher à la saboter n'aura d'autre résultat que de la rendre plus sanglante. L'exemple du Congo est là pour confirmer ce diagnostic. Il est vain d'espérer que les ultras du racisme et du colonialisme ouvrent jamais les yeux et comprennent cette nécessité. Reste à souhaiter que le gouvernement britannique trouve le courage d'imposer la voie que recommandent à la fois l'histoire et le bon sens. Sinon de terribles jours se lèveront à nouveau sur une Afrique déjà durement meurtrie.

Bernard FRESNEAU



## La réunion du C. P. N.

La réunion du Comité Politique National qui s'est tenue dimanche dernier, 9 avril, a été consacrée à l'examen de l'application des décisions du Congrès national, à la fixation des objectifs immédiats du Parti, à une discussion sur les méthodes de travail du C.P.N. et enfin à l'élection des membres du Bureau national.

Les débats ont été introduits par Edouard Depreux, qui a notamment insisté sur la nécessité d'un effort prioritaire d'organisation et d'implantation du parti et qui a formulé des propositions sur les campagnes d'action pour les prochains mois. Dans la discussion, sont intervenus notamment les camarades Alexandre Montariol, Daniel Mayer, Roger Beaunez, Henri Longeot, Jean Arthuys, Gilles Martinet, Georges Servet, Serge Mallet, Marcel Debarge, Charles Hernu, André Philip, Manuel Bridier, Marcel Penin, Alain Savary, André Garnier, Jean-Marie Vincent, Yvan Craipeau, Pierre Belleville, Georges Servet, Marc Serratrice, Claude Bourdet, Pierre Beregovey, Léon Hovnanian, Guy Desson, Lucien Weitz, Georges Suffert, Maurice Laval, Henri Rémy.

A l'issue de la discussion, la résolution ci-contre a été adoptée. Elle fixe les objectifs immédiats de l'action du parti.

**LE COMITE POLITIQUE NATIONAL** réuni à Paris le 9 avril, en exécution des décisions du Congrès de Clichy du 26 mars 1961,

a) réaffirme que l'évolution récente des affaires algériennes doit amener le Parti à redoubler d'efforts pour faire pression afin que la négociation s'ouvre; il dénonce les diversions du Gouvernement qui compromettent les chances de paix, ainsi que la faiblesse de ses réactions contre les attentats criminels qui cherchent à saboter la négociation;

b) fixe comme autres objectifs immédiats de l'action du Parti, 1°) une campagne sur les problèmes du logement et de l'habitat;

2°) la préparation d'une campagne sur l'amélioration du pouvoir d'achat et sur les problèmes de l'emploi;

3°) la définition du programme doctrinal et d'action du Parti touchant les questions agricoles;

4°) Le problème de la distribution.

Dans son action comme dans son effort de recherche et avec le souci de préparer le Front Socialiste, le Parti travaillera en liaison étroite avec les syndicats ouvriers et paysans et les organisations intéressées par la transformation des structures économiques et sociales du pays.

Le BUREAU NATIONAL et les Commissions spécialisées devront dans les plus brefs délais fournir aux fédérations et sections la documentation relative à ces campagnes et à ces études.

Les Fédérations doivent immédiatement se préparer aux élections cantonales. Une documentation pratique leur sera adressée pour le 20 avril et le C.P.N. des 6 et 7 mai déterminera la ligne politique générale du Parti à cet égard en s'inspirant de la volonté de faire un premier pas vers la création du Front Socialiste.

10 avril 1961.

Le C.P.N. s'est également prononcé sur la question qui lui avait été posée par Edouard Depreux concernant la possibilité d'associer aux travaux du C.P.N. avec voix consultative des membres du parti ayant des responsabilités dans divers secteurs.

Le C.P.N., sur la proposition du camarade Lucien Weitz, a repoussé — par 22 voix contre 15 — une proposition des camarades de la minorité tendant à adjoindre au C.P.N. par cooptation à titre consultatif des membres du parti choisis pour leur compétence particulière.

### PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin - ODE. 15-04  
Semaine du 12 au 18 avril

### UN COUPLE

Un film de J.-P. MOCKY  
(Interdit au moins de 18 ans.)  
Dialogues de  
Raymond QUENEAU  
de l'Académie Goncourt  
(Permanent de 14 h. à 24 h.)

Il a adopté à l'unanimité un amendement présenté par Henri Longeot précisant que le C.P.N. peut entendre quand il le juge bon et en fonction de son ordre du jour des camarades syndicalistes ou responsables d'organisations spécialisées, sans que ceux-ci puissent être cooptés à titre permanent.

Le C.P.N. a souhaité en outre que des responsables d'organisations syndicales, culturelles, éducatives ou autres soient associés à titre consultatif au travail des commissions du Parti, même s'ils ne sont pas membres du Parti.

Le Comité politique a enfin donné mandat au Bureau national de présenter lors d'une de ses prochaines réunions un bilan concret et précis des forces et des activités du parti.

Le C.P.N. a terminé ses travaux par l'élection des membres du Bureau national :

Edouard DEPREUX  
Gilles MARTINET  
Alain SAVARY  
Jean POPPEREN  
Robert VERDIER  
Jean VERLHAC  
Claude BOURDET  
Jean ARTHUYS  
Maurice KLEIN  
Henri LONGEOT  
Marcel PENIN  
Pierre BELLEVILLE  
Jean BINOT

Edouard DEPREUX a été élu à l'unanimité secrétaire national du Parti.

Maurice KLEIN a été élu à l'unanimité trésorier national du Parti.

A la suite de la proclamation des résultats de l'élection des membres du Bureau, le camarade Daniel Mayer, estimant que cette élection ne respectait pas l'équilibre entre les anciennes appartenances, a fait connaître son intention de donner sa démission du C.P.N. afin de laisser sa place au camarade René Fallas.

## POUR LE XI<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA MORT de Léon BLUM

DIMANCHE 16 AVRIL

Les Fédérations de Paris, Seine-Banlieue et Seine-et-Oise, ainsi que l'interfédération de la Seine, organisent un pèlerinage sur la tombe de celui qui demeure l'un des grands penseurs du Socialisme français. Nul doute que nombreux seront les camarades qui viendront se recueillir dans le modeste cimetière de Jouy-en-Josas. Ils rendront ainsi hommage à un homme courageux, probe et généreux, qui a laissé dans l'Histoire de notre pays le souvenir d'un homme d'Etat scrupuleusement honnête et d'un militant dont la foi et les convictions peuvent servir d'exemple à tous les socialistes.

● AUTOCARS : Rendez-vous à 9 h., 63, rue Froideveaux, PARIS - 14<sup>me</sup>. Prix du voyage A.R. : TROIS nouveaux francs (3 NF).

Retirer à l'avance les billets de transport 8, rue Henner, PARIS 9<sup>me</sup>, à partir du vendredi 7 avril, de 17 h. 30 à 19 h. 30.

● Les camarades possédant des voitures et ne pouvant venir au rendez-vous rue Froideveaux se trouveront place de l'Eglise à Jouy-en-Josas.

### E.D.F. et Gaziers P.S.U.

Nous demandons à tous nos camarades P.S.U. de l'ELECTRICITE et du GAZ DE FRANCE de se mettre en rapport avec notre camarade Pierre MARCHI, 20, rue Le Dantec, Paris (13<sup>e</sup>), ceci dans le but d'effectuer une liaison sur le plan national de l'entreprise.

Il serait souhaitable que nos camarades fassent connaître leur section, leur activité professionnelle, leur âge, leur appartenance syndicale et leur fonction syndicale.

Les responsables de section, avec l'accord des intéressés grouperont leurs adhérents.

### ON DEMANDE :

● JEUNE MEDECIN surchargé, région parisienne, propose association cabinet de groupe à deux confrères PSU. Locaux, logements et clientèle assurés.

Répondre à « T.S. », 54, bd Garibaldi, Paris XV<sup>e</sup>, qui transmettra.

● Notre camarade Guy AMIOT (jusqu'ici secrétaire de la section d'Avallon dans l'Yonne), employé des Postes et Télécommunications, et récemment muté à Paris ou dans la région parisienne cherche une CHAMBRE A LOUER.

Lui écrire chez Mme ZURBUCHEN, 15, rue de Suez, Paris 18<sup>e</sup>.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

I.R.B., 60, rue René-Boulanger, Paris-X<sup>e</sup>

— Travail exécuté —  
par des ouvriers syndiqués

## La politique d'unité d'action du P.S.U. L'exemple des Côtes-du-Nord

L'HUMANITE du 5 Avril a publié dans le cadre de la Tribune de discussion pour le XVI<sup>e</sup> Congrès du P.C.F., une autocritique de la Fédération Communiste des Côtes-du-Nord, autocritique dont la partie la plus importante porte sur les rapports avec le P.S.U.

Le Comité Fédéral du P.C. des Côtes-du-Nord écrit en effet :

« ...Le Parti ne joue pas pleinement son rôle dans notre Fédération, et cela nous a conduits en certaines circonstances à des attitudes opportunistes qui lui ont porté préjudice et par là même ont nui au mouvement uni des masses.

« C'est ainsi par exemple que nous nous sommes contentés pendant toute une période, en ce qui concerne la lutte pour la Paix négociée en Algérie, de limiter notre champ d'action aux décisions du cartel constitué à ce sujet et que l'on désigne sous le nom de « Comité Départemental pour la Paix en Algérie ».

« Sans nier les aspects positifs de l'activité de ce Comité, il faut cependant reconnaître que le plus souvent il fut surtout un organisme de bavardage plutôt que d'action.

« Il est indéniable que cette attitude nous a amenés à négliger d'aider au développement des actions décidées par le Mouvement de la Paix et à ne pas faire l'effort nécessaire pour multiplier les Comités de Paix à la base.

« Nous avons renoncé ainsi au combat sur la base des objectifs du Mouvement de la Paix, qui est un mouvement indépendant, large, où chacun a sa place, quelles que soient ses origines ou ses opinions.

« Autre exemple : l'opportunisme nous a conduits en matière électorale à admettre l'absence du Parti dans certaines batailles sous prétexte de favoriser l'unité.

« Ce fut le cas dans bon nombre de communes lors du premier tour des élections municipales en 1959.

« Récemment encore à Perros-Guirec, nous avons soutenu deux candidats sans parti, dès le premier tour, alors qu'il était possible de présenter des candidats communistes.

« En d'autres circonstances encore nous avons fait preuve d'opportunisme en renonçant à faire la différence entre le Parti Socialiste Unifié et le Parti Communiste Français.

« Nous avons ainsi contribué à laisser se répandre dans l'esprit d'une partie des électeurs une confusion dangereuse pour l'influence et l'avenir du Parti, dans un canton comme Gouarec, par exemple, où il lui est arrivé d'être majoritaire.

« Du point de vue théorique, le Parti Socialiste Unifié ne se différencie pas de la S.F.I.O. ; il reste la social-démocratie.

« Il reste un parti réformiste. Il nie en fait la nécessité de la révolution sociale puisque dans le projet de résolution de son Congrès national, il envisage la construction de la « République Socialiste » sans la destruction de la vieille machine d'Etat bourgeois et son remplacement par un Etat prolétarien.

« Il ne faut jamais l'oublier, sinon nous risquons d'être amenés à laisser le Parti s'effacer et jouer le rôle de force d'appoint.

« Notre Parti doit par conséquent apparaître partout. Il doit manifester sa présence dans tous les domaines, dans toutes les batailles, développer en toutes occasions son activité indépendante, condition nécessaire au progrès de l'unité d'action.

« Le mot d'ordre du XV<sup>e</sup> Congrès reste plus nécessaire et plus vrai que jamais : « A tout prix, front unique de la classe ouvrière. A tout prix, union de la classe ouvrière et des classes moyennes ».

« Mais il ne faut pas oublier que la lutte pour l'unité est faite comme le souligne le projet de résolution du Comité Central, « des efforts fraternels des communistes pour gagner les travailleurs socialistes à l'action commune et en même temps de la lutte idéologique et politique contre les diviseurs. Les dirigeants socialistes défendent le système capita-

liste et divisent la classe ouvrière. Reniant le marxisme, la lutte de classe et les mots d'ordre socialistes traditionnels, ils rendent un nouveau service à la bourgeoisie. »

Une telle autocritique suffit, sans beaucoup de commentaires, à montrer le caractère néfaste de la politique imposée par la direction du P.C.F. comme le bien-fondé de la politique d'unité d'action définie par notre parti et qui a connu une remarquable application dans le département des Côtes-du-Nord.

Le Comité départemental pour la Paix en Algérie, critiqué et traité « d'organisme de bavardage » par la résolution du P.C.F., est en réalité un des comités les plus larges et les plus actifs parmi ceux qui existent dans l'ensemble des départements français. L'unité est réalisée pour la lutte pour la paix en Algérie dans les Côtes-du-Nord, non seulement entre le P.S.U. et le P.C.F., mais aussi avec la Fédération S.F.I.O. et sur le plan syndical entre la C.G.T., la F.E.N., la C.F.T.C. et F.O. L'action a été menée efficacement, en particulier à l'occasion du 28 juin comme du 27 octobre. Il est clair qu'une telle unité d'action peut encore être développée et approfondie, notamment par la constitution de comités locaux à l'image du comité départemental et représentatif de l'ensemble des forces qui luttent pour la paix en Algérie.

Opposer à cette forme d'unité d'action où les objectifs et les positions sont discutés en commun et à égalité par les organisations participantes l'action d'un Mouvement de la Paix conçu en réalité non comme il le fut à ses origines par ses premiers fondateurs, mais comme un mouvement de masse du P.C.F. suivant les principes thozéens du front unique à la base avec des éléments inorganisés réunis autour d'une cellule ou d'une section communiste, c'est en fait reculer par rapport à l'unité réalisée.

Les raisons d'une telle attitude apparaissent clairement dans la résolution de la Fédération des Côtes du Nord du P.C.F. qui semble redouter que de telles actions unies soient profitables au P.S.U. dont la ligne unitaire et conséquente a favorisé incontestablement la constitution de fronts syndicaux unis comme de comités départementaux larges et représentatifs. Pour tenter de justifier l'attitude sectaire qui lui est en fait imposée par la Direction du P.C.F. et pour ne pas apparaître comme complice de Marcel Servin et de Laurent Casanova, la Fédération du P.C.F. des Côtes-du-Nord est contrainte à une gymnastique ridicule : elle s'accuse d'avoir renoncé hier à faire la différence entre le P.S.U. et le P.C.F. et déclare aujourd'hui que « du point de vue théorique le P.S.U. ne se différencie pas de la S.F.I.O. ».

Pour se laver d'une confusion qui n'a de toute évidence jamais existé elle se jette dans une confusion inverse et, au lieu d'analyser le P.S.U. en fonction de sa politique et de sa réalité actuelle, elle se réfugie dans les catégories du passé. L'autocritique imposée à la Fédération des Côtes-du-Nord montre une fois de plus les graves conséquences de l'affaire Servin-Casanova et l'impasse à laquelle conduit la politique de la direction du P.C.F. Car pour imposer que s'ouvre enfin la négociation, pour lutter contre tous les adversaires de la paix, contre les plastiqueurs mais aussi contre les obstacles que dresse de Gaulle et le gouvernement contre la négociation avec le G.P.R.A., la Fédération du P.C. des Côtes-du-Nord va-t-elle refuser de discuter de l'action à mener au sein du comité départemental avec le P.S.U. avec la S.F.I.O., avec la C.F.T.C., la F.E.N., F.O. et la C.G.T., sous prétexte qu'il s'agit de « bavardage » ? Il est bien évident que non. Alors à quoi bon cette résolution autocritique qui ne peut conduire à aucune ligne politique tenable, sinon pour donner une satisfaction verbale et « théorique » à la direction du P.C.F. ?

J. VERLHAC

## UN APPEL DU SECRETARIAT DU P.S.U.

Notre Parti Socialiste Unifié est en plein essor. Les adhésions affluent. Les jeunes sont pleins d'enthousiasme. Nous sommes néanmoins cruellement handicapés par la médiocrité de nos ressources financières. Nous ne disposons pas d'un personnel en nombre suffisant pour assurer le travail indispensable.

Il y a des portes — que d'autres connaissent bien — auxquelles nous refusons de frapper.

C'est à vous tous que nous nous adressons. Pourquoi ceux d'entre vous qui le peuvent ne s'imposeraient-ils pas volontairement une cotisation mensuelle supplémentaire ?

Si 100 amis versaient chacun 5.000 francs par mois, nous disposerions dans une année de 6 millions qui seraient les bienvenus.

Les uns pourraient fixer leur apport à 10.000 francs, davantage peut-être, d'autres à 1.000 ou 2.000. Certains d'entre vous feront une collecte autour d'eux pour nous en envoyer le montant.

Retournez-nous au Siège du Parti, 8, rue Henner, PARIS-9<sup>e</sup>, la déclaration ci-dessous, et versez à Maurice KLEIN, 37, rue de Trévise, PARIS-9<sup>e</sup> (C.C.P. 4435-35 Paris) votre première mensualité.

A tous merci et en avant pour le socialisme authentique.

Je, soussigné (nom, prénoms, adresse) .....

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste Unifié, la somme de .....

Signature :



# 30.000 hommes en marche pour la Paix



(Agip.)

Manifestation silencieuse des marcheurs de la Paix, devant l'Ambassade américaine à Londres.

**P**OUR la quatrième fois se déroule sur les routes anglaises le cortège de ceux qui, d'Aldermaston à Londres, témoignent de leur opposition à l'armement nucléaire en général et à l'établissement de bases de fusées Polaris en Grande-Bretagne.

Cette marche se déroule sous le signe de la campagne pour le Désarmement Nucléaire (C.N.D.). Ce mouvement, parti d'initiatives individuelles, est maintenant, après quatre années, un vaste instrument d'expression populaire, sans s'être jamais lié exclusivement à un parti politique ou à une organisation syndicale. Front apolitique qui regroupe des personnalités fort diverses depuis le chanoine de la Cathédrale Saint-Paul jusqu'aux communistes, la campagne pour le désarmement nucléaire est devenue un fait politique ayant une influence en profondeur sur l'opinion publique et que le Pouvoir ne peut plus négliger.

Elle est soutenue, à l'heure actuelle, par le Mouvement de la Paix International, la plupart des syndicats anglais et l'aile gauche du Labour Party, mais son originalité réside dans son indépendance vis-à-vis des organisations existantes et dans le grand nombre d'inorganisés qui constituent le gros de ses troupes.

C'est le Lundi de Pâques que cette marche imposante va se dérouler dans toute son ampleur.

Victoria vers 13 h. 30 : la pluie et le vent semblent s'être ligüés contre les marcheurs ; la participation de la population londonienne que l'on comptait voir s'élever à 50.000 personnes menace d'en être considérablement réduite. Cependant, malgré la pluie battante, ils sont nombreux massés sur les trottoirs à attendre le passage de la colonne. Soudain, des acclamations triomphales jaillissent de la foule : c'est pour saluer

les délégations étrangères qui sont venues cette année plus nombreuses que jamais se joindre à leurs camarades anglais dans la même protestation.

Les Allemands sont venus en masse (500) représentés par le puissant Syndicat de la Métallurgie et par des organisations étudiantes. C'est de loin la plus forte délégation étrangère, viennent ensuite les U.S.A. ; les pancartes défilent : Scandinavie, Irak, Ghana, Kenya, Indes, Israël, Grèce, Union des Etudiants Arabes, pour ne citer que quelques noms pris au hasard, sont représentés. En France, le Mouvement de la Paix, la Fédération Française contre l'Armement Nucléaire, les Non-Violents ont envoyé à Londres une vingtaine de participants.

Ce qui frappe un Français, habitué à des manifestations plus tumultueuses, c'est la puissance et la détermination extraordinaires qui émanent de cette foule paisible et sereine, indifférente aux quelques provocations organisées par les « Loyalistes de l'Empire »...

La diversité d'origine des participants se retrouve parmi les promoteurs du C.N.D., qui au terme de la marche vont prendre la parole : ce sont le Reverend Collins, chanoine de la cathédrale Saint-Paul et président du C.N.D. et des personnalités syndicalistes comme Soper ou des figures bien connues de l'aile gauche du Labour Party comme Michaël Foot, enfin le philosophe Bertrand Russell.

Au moment même où se déroulait cette marche en Grande-Bretagne, plus de 5.000 Allemands, dans la Ruhr et à Hambourg, venaient affirmer leur refus de la mort atomique. D'autres manifestations avaient lieu à New-York, San Francisco, Montréal, Québec et Copenhague.

## GRÈVE A FIVES-LILLE

« On n'avait plus vu ça depuis 36 »

**L**A question d'une revalorisation des salaires dans la confection est en panne depuis septembre dernier, les discussions n'ayant pas alors abouti.

Jeudi 16 mars, une journée de grève d'avertissement est suivie dans la région.

Pour la direction, naturellement, les exigences du marché ne permettent de rien lâcher. D'ailleurs, suivant un tableau qui a été affiché dans un des établissements en cause, en réponse à la journée du 16, les ouvrières n'ont pas à se plaindre : la moyenne des salaires dépasse largement les minima. Bien qu'une clause de Convention Collective prévoit expressément la possibilité d'accords régionaux, les patrons refusent de voir la question sur le plan régional : il faut que ce soit

discuté au plan national... au plan international ajoute même un patron.

La grève est décidée pour le jeudi 23. Les coupeurs semblent bien décidés (les coupeurs représentent l'essentiel du personnel masculin dans l'habillement ; ils commandent la production dans les ateliers). Que vont faire les femmes ? Question d'efficacité de la grève, si les coupeurs arrêtent, tout s'arrête ; mais question portée psychologique, ça marquerait. D'après les réactions après la journée du 16, il est difficile de dire ce que feront les femmes.

Le jeudi 23, le mouvement démarre. Réactions patronales variées : depuis le « Je vous comprends, celles qui sont syndiquées doivent suivre les consignes de leur syndicat, les autres peu-

## Histoire d'une grève QUARTIER SANS SOLEIL film japonais de Satsuo Yamamoto

**T**RENTE-HUIT fondeurs sont licenciés par la direction d'une imprimerie : le syndicat lance un mouvement de grève par solidarité et exige la réintégration.

On le voit, d'emblée, le sujet du film de SATSUO YAMAMOTO demeure actuel. Que l'action se situe au Japon ne change rien au fait : malgré les visages particuliers d'une lutte naturellement localisée, elle débouche sur des attitudes, des prises de conscience mondiales. En voyant « QUARTIER SANS SOLEIL », on pense au « SEL DE LA TERRE » de Wilson Biberman (américain), à « LA REVOLTE DES PECHEURS » d'Erwin Piscator (allemand). Et l'on découvre partout une image semblable de la répression. Les scènes de tortures, dans ce commissariat nippon, ne nous rappellent-elles rien ?

### Une grève sauvage...

En 1926 donc, dans un quartier populaire de la banlieue de Tokyo, les employés de l'imprimerie Daydo quittent le travail : quelques-uns des leurs ont été licenciés arbitrairement. La grève atteint un quartier entier, le « quartier sans soleil » qui s'étend autour des ateliers. A travers quelques personnages, SATSUO YAMAMOTO va nous faire suivre l'évolution de comportement, la compréhension et la prise de conscience que le mouvement de protestation va amener.

**CONFLIT FAMILIAL** : deux sœurs, Takae et Kayo participent activement à la grève. Leur père, « bon et loyal » serviteur, ancien ouvrier accidenté du travail, leur reproche leur conduite « immorale ».

**CONFLITS POLITIQUES** : le comité de grève se partage sur la tactique à suivre. Etendre le mouvement : négocier avec la commission de conciliation ; descendre dans la rue ; céder et reprendre le travail ? Le changement de gouvernement va durcir la lutte. Le général Tanaka, partisan d'un pouvoir fort envisage d'envahir la Chine et la Mandchourie. Pour asseoir son autorité, il va falloir accroître la répression.

### ...et ses répercussions

En se prolongeant la grève finit par gêner la direction de l'imprimerie. Celle-ci est prête à négocier : des représentants de la haute finance s'y refusent, conscients de l'enjeu de la bataille. Chez les grévistes la poursuite de la lutte se

manifeste par la dégradation de la situation matérielle. Certaines familles vendent leur fille à des maisons de tolérance, d'autres à l'imprimerie qui utilise des jaunes. La police multiplie les provocations, arrête des leaders syndicaux. Myaji, fiancé d'une des sœurs, partisan de l'action directe, met le feu à la maison d'un des patrons. On lui demande d'avouer que son geste a été provoqué par la direction du syndicat.

La famine apparaît. Les relations entre grévistes et non-grévistes se durcissent encore. Une dernière provocation va arrêter le conflit : des provocateurs mettent le feu à l'imprimerie : la police arrête les responsables du comité de grève. Le nouveau comité cède. Dans un sur-saut désespéré quelques ouvriers s'emparent du drapeau du syndicat. La dernière image nous montre le petit noyau de ceux qui n'ont pas cédé, qui continueront le combat.

Produit par une société indépendante, aidé par le syndicat des typographes de Tokyo, le film de SATSUO YAMAMOTO est d'une violence, d'une âpreté peu fréquente au cinéma. Stylistiquement, il offre un lyrisme parfois grandiloquent qui pourrait nous choquer si le sujet ne nous concernait à ce point. Le récit central qui part en récits annexes est parfois touffu : mais le découpage rapide, la succession des flashes accélère un rythme par moments languissant. Un aspect mélodramatique aussi peut faire sourire : la vente des filles à la maison de prostitution, le suicide du père, la mort de Kayo enceinte. Mais cet aspect mélodramatique n'est-il pas un reflet de la réalité : lors des derniers grands licenciements en France, n'a-t-on pas vu plusieurs suicides d'ouvriers, des situations matérielles amenant des attitudes aussi exacerbees ?

En fait, peu de film jusqu'à « Quartier sans soleil » avaient abordé avec la même minutie, « l'épaisseur » d'une grève. Tout ce qu'elle implique — courage, renoncements —, tout ce qu'elle amène — prise de conscience, maturation rapide de la conscience politique —, tout ce qu'elle signifie. De ce point de vue au moins, « QUARTIER SANS SOLEIL » doit être vu par tous les militants. Et si, esthétiquement, il était quelques remarques à faire, elles apparaissent en regard de cela, secondaires.

Emile COPFERMANN.

— Au cinéma Floride, 43, bfg Montmartre. Réduction aux lycéens et étudiants sur présentation de leur carte.



vent venir travailler... De toute façon, à celles qui travailleront comme à celles qui feront grève, je donne ma bénédiction » (texto), jusqu'au patron qui descend dans la rue pour tenter d'enrayer le mouvement.

Une anecdote : A la porte d'un établissement, des femmes d'une autre boutique stationnent, une d'elles avise un homme qu'elle voit se diriger vers l'entrée, lui tape familièrement sur l'épaule en disant : « Alors, on rentre ? »... c'était le patron qui, furieux, l'empoigne au collet « Qu'est-ce que vous venez faire ici ? » et l'accuse de provocation.

Les piquets de grève se déplacent d'un établissement à l'autre. Les patrons qui viennent sur les lieux ont pris la précaution de sortir en 2 CV plutôt qu'en 404. Les femmes, beaucoup de jeunes, participent à la grève.

Un cortège de 300 grévistes descend la rue de Lannoy. Les gens du quar-

tier, interloqués : « Qu'est-ce qui se passe ? On fait grève ?... Même chez Maniglier ? » (ça ne s'était jamais vu). A la Bourse du Travail, il peut y avoir dans les 800 personnes. Le lendemain, le mouvement se poursuit. On estime qu'il est suivi : plus de 20 % dans la profession morcelée en petites entreprises et où la pression patronale s'exerce plus facilement cela représente un succès : on n'avait pas vu ça depuis 36. Aux dernières nouvelles, lundi 27 le mouvement a passé le cap du dimanche, on attend une réunion paritaire.

Dès maintenant le fait est acquis : réveil dans un secteur où on ne s'attendait pas à cette réaction, et où les promesses sociales de nos princes ne semblent pas porter beaucoup. (On signale dans la profession une proportion importante de malades, entre autres affections cardiaques).

(De notre correspondant particulier).



# Enseignants : Fin d'une étape

LES réunions des syndicats nationaux et de la commission administrative de la F.E.N. du dimanche 9 Avril ont décidé de lever les ordres de grève et d'enregistrer les propositions gouvernementales communiquées la veille par le ministre. La F.E.N. a annoncé cette décision par le communiqué suivant :

« La Commission Administrative de la Fédération de l'Éducation Nationale réunie le 9 Avril a été informée de l'analyse faite par le Ministre de l'Éducation Nationale au nom du gouvernement, des dispositions nouvelles relatives au reclassement de la fonction enseignante et applicables à compter du 1<sup>er</sup> Mai 1961.

Ces dispositions ne sont à la mesure ni du déclassement des enseignants dans une Fonction Publique elle-même déclassée, ni des responsabilités et des charges que leur impose chaque jour davantage la précarité des moyens mis à leur disposition pour faire face à l'évolution démographique et à une vraie réforme de l'enseignement. En outre, elles sacrifient délibérément les retraites actuelles de plusieurs catégories.

Même amendées sur quelques points à propos desquels le Ministre a donné les apaisements nécessaires et complétés par les dispositions de même nature qui doivent être prises dans le même temps pour toutes les catégories intermédiaires, les dispositions nouvelles annoncées ne sauraient donc être considérées comme un règlement définitif du problème posé.

Mais la Fédération de l'Éducation Nationale a considéré d'une part ce qu'il y a de positif dans les résultats obtenus par l'action syndicale dans une conjoncture difficile, d'autre part l'inquiétude légitime d'une opinion publique qui lui manifeste cependant sa compréhension, et des parents dont le comportement a été pour les Enseignants un encouragement précieux dans une lutte que ces derniers ont menée avec une détermination sans précédent.

La Commission Administrative fédérale, après consultation des Conseils ou Bureaux de ses syndicats Nationaux, a donc décidé de lever les mots d'ordre d'action antérieurement donnés en ce qui concerne la grève administrative et la grève des examens.

Des instructions seront envoyées incessamment par les Syndicats Nationaux afin qu'aucune conséquence fâcheuse ne résulte pour les enfants des retards pris à ce jour dans la communication des notes ou dossiers et dans la préparation ou la correction des examens.

Il va sans dire que la volonté d'apaisement que manifestent les Enseignants doit avoir pour contre partie l'application rapide et scrupuleuse des décisions annoncées et des engagements pris à laquelle elle est évidemment subordonnée.

Ainsi, seulement, en attendant qu'intervienne dans un deuxième temps un règlement définitif des problèmes qui se posent à elle, l'Université Française pourra retrouver et garder vraiment la sérénité qui lui est nécessaire pour l'accomplissement de sa mission.

Cette décision a quelque peu surpris : le second trimestre de l'année scolaire s'était achevé sur une grève administrative générale, les vacances de Pâques avaient été marquées par la décision de grève des examens prise par les congrès des syndicats du Second Degré (SNES et SNET) et le Conseil National du SNI. D'où vient qu'aussi rapidement la F.E.N. ait été amenée à accepter les propositions gouvernementales ?

D'une part, du progrès certain accompli par le gouvernement vers les revendications enseignantes. La pression de la grève administrative, la menace de la grève des examens, l'appui général de l'opinion publique au mouvement des enseignants ont contraint le gouvernement à céder. A la mi-octobre, M. Debré se refusait à envisager quelque concession que ce soit aux revendications des universitaires ; à la mi-avril, il cède précipitamment sur les trois-quarts de ces revendications.

Il convient de rappeler que la F.E.N. avait mis en avant dès 1957 un plan de reclassement qui portait sur l'accélération de l'avancement et l'augmentation des indices de début, d'une part ; et d'autre part, sur l'augmentation des indices terminaux. En 1958, un premier train de mesures avait réglé en partie le premier point. Res-

taint le second : les promesses réitérées étaient jusque-là restées sans effet.

Les mesures annoncées le 7 avril répondent en partie à ce second objectif : l'indice terminal des agrégés passe de 630 à 650, celui des certifiés de 150 à 535 pour tous et 550 sous la forme d'une classe exceptionnelle accessible à 20 % de l'ensemble du corps des certifiés. Pour les instituteurs, 50.000 d'entre eux (soit environ 25 %) auront accès à l'indice 390 (jusqu'à là le plafond était 360).

Mais en outre, les mesures actuelles prévoient une nouvelle accélération de l'avancement dans les débuts de carrière : en 7 ans (à l'ancienneté) le jeune certifié atteindra l'indice 475 (contre 8 ans et demi précédemment) ; de même le jeune agrégé en 4 ans atteindra les 590 (au lieu de 5 ans et demi).

On peut estimer de 6 à 7 % environ l'augmentation des traitements résultant de l'application de ces mesures, tous les enseignants en étant bénéficiaires à partir du 1<sup>er</sup> mai prochain. La F.E.N. a estimé que la marge séparant ces propositions de la revendication formulée ne justifiait pas la poursuite de la grève et son amplification (1).

Ce n'est pas là sans doute le seul

motif de la F.E.N. : depuis la rentrée pascale, l'agitation croît dans la Fonction Publique toute entière. Ses préoccupations propres avaient empêché la F.E.N. de participer au mouvement de grève de mars. Une nouvelle abstention dans la reprise de la lutte risquait de couper les enseignants des autres fonctionnaires, voire de transformer l'action des derniers en une action contre les revendications des premiers : en 46-47 de tels faits se produisirent déjà. Et il eût été particulièrement fâcheux que l'arbitre d'un tel conflit soit l'actuel gouvernement ! C'est du moins ce que semblait avoir estimé la majorité des responsables de la F.E.N.

Il n'en reste pas moins que les mesures prises par le gouvernement ne règlent nullement le problème de l'Université. Tout au plus, peut-on y voir une amorce de règlement. Il est vrai d'ailleurs que la revendication de la F.E.N., même entièrement satisfaite, n'eût pas réglé le problème : formulée il y a quatre ans déjà, elle a paru à beaucoup, ces derniers mois, très insuffisante aujourd'hui. Le problème reste posé. Sa solution reste entre les mains des syndicats universitaires — et aussi entre les mains des parents

d'élèves qui ont pris conscience ces dernières semaines de l'urgence du problème et de leur part de responsabilité dans sa solution. C'est sans doute aussi pour sauvegarder cette unité d'action entre maîtres et parents que les syndicats ont accepté de mettre fin à la première étape de leur lutte.

Mais en même temps le communiqué de la CA fédérale évoque la seconde étape nécessaire : sur les leçons de la première, sur les perspectives de la seconde, « Tribune Socialiste » se réserve de revenir dans les prochaines semaines.

(1) Certaines organisations syndicales extérieures à la F.E.N. ont décidé de poursuivre pour leur propre compte le mouvement entrepris. Le S.G.E.N. (C.F.T.C.) a suivi la F.E.N. Par contre, les syndicats C.G.T., F.O. et C.F.T.C. des centres d'apprentissage ont décidé de ne pas rapporter les mots d'ordre de grève. Dans ce secteur la division syndicale persistante entraîne des conséquences particulières. En outre ces personnels ne relèvent pas des catégories pilotes dont le sort a été clairement fixé, alors que pour les catégories intermédiaires telle que la catégorie des professeurs de centre, il y a eu seulement engagement formel de leur appliquer des mesures identiques à celles prises pour les catégories pilotes.

## A LA THOMSON-HOUSTON DE BAGNEUX la Direction a engagé l'épreuve de force

LA Thomson-Houston, et notamment l'usine de Bagneux, est une entreprise-pilote à différents titres. L'usine de Bagneux fait partie du groupe électronique, industrie moderne en pleine expansion qui, en cinq ans, en ce qui concerne la Thomson, a doublé le nombre de ses usines. Elles sont actuellement 8 dans la région parisienne, occupant 6.000 personnes.

Bagneux, en particulier, se consacre à la fabrication d'un matériel complexe très différencié, où les grandes séries n'existent pas et qui exige études et recherches continues (on sait, par exemple, que Bagneux s'est intéressé aux explosions atomiques). Le personnel doit être pour une bonne part hautement qualifié. Au début 60, il n'y avait pratiquement pas de manœuvres (moins de 1 %). Sur 31 % d'ouvriers, un quart (8 %) était composé de professionnels hautement qualifiés. Il y avait 37 % de techniciens et 15 % d'ingénieurs et cadres. Ce personnel est jeune, aussi jeune que l'industrie elle-même. Il travaille souvent en groupes d'études comprenant à la fois ouvriers professionnels, techniciens et ingénieurs. Ces groupes ont tendance à constituer des équipes dont les membres sont relativement solidaires, où les différenciations viennent de la qualification et non de la subordination de l'exécutant envers des « cadres ».

### Une action ouvrière cohérente

Dans ce milieu hautement qualifié, jeune, l'action syndicale s'est développée dans des conditions très favorables. CGT et CFTC ont, durant une longue période, rivalisé de dynamisme. Les animateurs étaient des militants jeunes eux-mêmes, pour la plupart sans passé, et tentant, sans préjugés, d'adapter leur action aux besoins d'un milieu auquel ils étaient complètement intégrés. Le résultat a été double : d'une part, il s'est formé de bonnes sections syndicales dont on peut estimer qu'à l'heure actuelle, elles groupent 30 % du personnel et mordent largement sur les couches techniciens et ingénieurs. D'autre part, il s'est créé un climat tel que les non-syndiqués, notamment les techniciens et les ingénieurs, considèrent les syndicats comme parfaitement représentatifs. A trois reprises, en 1955, 57 et 59, d'importantes actions revendicatives d'ensemble ont vu se souder le personnel autour des syndicats. Ces actions, notamment celle de 1959, ont revêtu un caractère particulier que la presse ouvrière s'est plu à souligner. Elles étaient caractéristiques à la fois par la manière dont, une fois le principe de l'action décidé, le comité de grève inter-

syndical était investi de toute sa direction. Cette action, d'autre part, s'est déroulée sur une longue période, à travers une série de manifestations partielles mais non catégorielles, le mouvement d'ensemble prenait des formes variées destinées à surprendre la Direction et à opérer le maximum de pression pour le minimum d'engagements du personnel.

Dans ces conditions, l'usine de Bagneux apparaissait à la fois pour l'électronique et pour la région parisienne une usine-pilote également en ce qui concerne l'action ouvrière.

Au début 61, la C.G.T. a connu une certaine crise, très directement consécutive au remous interne au P.C. Un de nos camarades, parmi les meilleurs animateurs de cette centrale était éliminé. Au début du mouvement actuel, l'application stricte des consignes du P.C., — notamment en ce qui concerne la dénonciation constante du régime — se traduisait par un discours maladroit qui faillit rompre les possibilités d'actions. Une discussion interne, puis intersyndicale permit de redresser la situation.

Le mouvement commencé le 27 février 61, a peut-être plus d'importance encore que les précédents. Il vise d'abord l'augmentation des salaires, et dans cette industrie en pointe, crée une réelle menace contre le blocage gouvernemental. Il vise en outre l'obtention d'un treizième mois pour tous. Comme seuls actuellement les ingénieurs y ont droit, il est clair que cette revendication tend à renforcer la cohésion du personnel. Il est également réclamé une quatrième semaine de congé payé et la aussi patronat et gouvernement voient débordé leur plan social, et enfin il est question de la reconnaissance des droits syndicaux, c'est-à-dire en pratique de la reconnaissance légale de la section d'entreprise.

### La Direction contre-attaque

La contre-attaque patronale correspond précisément à la crainte qu'inspire cette revendication. Le conflit a éclaté au moment où la direction préparait un plan social de cinq ans. Celui-ci prévoyait des commissions où les délégués seraient appelés à collaborer, mais, bien entendu, au niveau de l'application et non à celui de la décision.

La notion même de plan minuté à l'avance correspond aux idées de Chalendon et aux projets Debré-Villiers. Elle exclut les revendications ultérieures et vise à éliminer l'influence des syndicats en tant que tels.

Prise de vitesse à la Thomson, dans ce secteur décisif, la Direction a voulu à la fois briser le mouvement actuel, détruire le climat général créé

depuis plusieurs années, notamment la poussée syndicale en direction des cadres, et préparer ainsi le terrain pour sa propre expérience.

C'est pourquoi le 24 mars, journée d'action durant laquelle quatre débrayages étaient prévus, elle fit opérer un constat d'huissier durant les manifestations à l'intérieur de l'usine accompagnant les débrayages. A la suite de ce constat, 9 personnes furent mises à pied, pour avoir quitté leur poste de travail, pour avoir distribué ou collé des papillons. Pourquoi 9 personnes ? alors que plusieurs centaines avaient manifesté - L'huissier, auteur du constat, n'avait d'ailleurs procédé à aucune vérification d'identité. La Direction affirma qu'il s'agissait de 9 personnes qui avaient été « reconnues ». Comme par hasard se trouvaient parmi elles cinq délégués du personnel, un délégué au Comité d'établissement, le secrétaire de la section C.G.T. et les deux responsables de la C.F.T.C. Le hasard faisait trop bien les choses et il s'agissait visiblement d'une mesure arbitraire.

Le surlendemain, les personnes sanctionnées ayant un mandat décidé de continuer à exercer ce mandat et à se rendre pour cela à l'usine. C'est ce qui a motivé le licenciement de 5 d'entre eux.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'inspection du Travail n'a pas encore rendu sa sentence. La Direction a refusé de tenir compte de l'avis du Comité d'établissement unanime, y compris les représentants des ingénieurs et cadres CGC. Elle a engagé l'épreuve de force, et elle entend la mener jusqu'au bout. Le sens de cette épreuve est clair : il s'agit de décapiter les syndicats et de détruire une certaine forme de syndicalisme. Il s'agit à la fois de nier la présence des syndicats comme organisations constituées et de restreindre la liberté d'action des délégués, — Présence et liberté qui permettent, dans une industrie moderne, de contester non seulement le pouvoir social de la Direction mais aussi son pouvoir économique. M. Galleret, directeur de la Thomson-Bagneux l'a dit : « C'est une question d'autorité ». Il est en effet question de savoir si les Travailleurs, de toute qualification, auront ou non la possibilité de s'exprimer en ce qui concerne leurs conditions de vie et leur travail.

C'est le sens essentiel de notre combat contre le régime ; l'exemple Thomson, (après d'autres), permet de situer les projets sociaux de ce régime. Mais la violence même de l'attaque facilite les ripostes. Si les licenciements sont maintenus, l'affaire ne sera pas pour autant terminée à Bagneux.

Pierre BELLEVILLE